



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse



LA TRANSITION DE L'ADOLESCENCE VERS L'ÂGE ADULTE

Version abrégée du rapport national sur
la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015

ÜBERGÄNGE VOM JUGEND- INS ERWACHSENENALTER

Kurzfassung des nationalen Berichtes zur
Situation der Jugend in Luxemburg 2015

LA TRANSITION DE L'ADOLESCENCE VERS L'ÂGE ADULTE

**Version abrégée du rapport national sur
la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015**

ÜBERGÄNGE VOM JUGEND- INS ERWACHSENENALTER

**Kurzfassung des nationalen Berichtes zur
Situation der Jugend in Luxemburg 2015**

Impressum

La transition de l'adolescence vers l'âge adulte.
Version abrégée du rapport national sur la situation
de la jeunesse au Luxembourg 2015

Éditeur: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et
de la Jeunesse & Université du Luxembourg
Luxembourg 2015

Tirage: 1.200

Mise en page: Bakform
Photo couverture: emanoo/Photocase.de

ISSN: 2418-4314

Contenu / Inhalt

Préface	7
Vorwort	8

A AVIS DU GOUVERNEMENT

Contexte du rapport national sur la situation de la jeunesse	11
Sujets du rapport national sur la situation de la jeunesse	11
Transversalité de la politique de la jeunesse	12
Qu'est-ce qu'une « bonne » politique publique ?	13
Liens entre recherche sur la jeunesse et politique de la jeunesse	14
Lectures du rapport national sur la situation de la jeunesse	15

B ÜBERGÄNGE VOM JUGEND- INS ERWACHSENENALTER: VERLÄUFE, PERSPEKTIVEN, HERAUSFORDERUNGEN

H. Willems, D. Weis, S. Biewers Grimm, C. Haas, A. Heinen, P. Joachim, C. Meyers, J. Scharf, A. Schumacher, A. Vuori

1. Theorien, Daten, Dialoge: Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes	21
2. Die Heterogenität der jungen Generation in Luxemburg	24
3. Pluralisierung und Individualisierung der Übergänge in die Arbeitswelt	28
4. Neue Partnerschaftsmodelle, späte Familiengründung, schwierige Übergänge ins eigenständige Wohnen	37
5. Die Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe in der Transitionsphase	43
6. Zwischen Transition und Moratorium, Tradition und Innovation: Vorstellungen Jugendlicher vom Erwachsenwerden und Erwachsensein	49
7. Empirische Trends und zentrale Einflussfaktoren der Transition ins Erwachsenenalter – eine Synopse	53
Anhang	59



Préface

Le rapport national sur la situation de la jeunesse que vous tenez entre les mains est le fruit d'un travail titanesque, il a l'ambition de brosser un tableau exhaustif autour de la question suivante : Que signifie pour les jeunes aujourd'hui le passage vers le monde des adultes au Luxembourg ?

A l'inverse du rapport sur la jeunesse de 2010, qui, lui, propose une vue très large sur l'âge de la jeunesse, celui-ci analyse l'aspect particulier de la transition entre la jeunesse et l'âge adulte, c'est-à-dire qu'il se concentre sur la période cruciale de la sortie de l'âge de la jeunesse. D'ailleurs, les années de crise économique qui ont marqué le début de cette décennie, et pour laquelle la jeunesse paye le prix fort dans toute l'Europe, ont inévitablement porté ce sujet au centre de notre attention.

L'Université décline la question des transitions en trois modes différents, tous d'une importance égale : l'emploi, le logement et la participation. Devenir adulte signifie s'intégrer durablement sur le marché du travail - le premier vecteur d'insertion dans nos sociétés. Mais être adulte veut dire aussi avoir quitté son foyer familial d'origine et fonder sa propre famille, reprendre en quelque sorte le flambeau intergénérationnel. Et finalement, être adulte signifie accéder à une citoyenneté pleine, constituée de participation politique et d'engagement social et citoyen. Pour chacun de ces domaines, le rapport reflète la réalité, tire des conclusions, parfois des sonnettes d'alarme, et nous livre un matériau de réflexion riche et profond.

Pour chacun des trois aspects de la transition vers l'âge adulte, ce rapport nous renvoie à une question centrale : quelle place laissons-nous aux jeunes générations, comment leur permettons-nous à la fois de s'intégrer et de contribuer à façonner la société ? C'est la question principale de la politique de la jeunesse, à laquelle je tenterai de répondre en développant, sur la base de ce rapport, un nouvel outil pour la politique de la jeunesse durant les années à venir. Cet effort sera entrepris dans les prochains mois dans un dialogue avec les chercheurs de l'Université du Luxembourg, avec les intervenants du terrain et les jeunes eux-mêmes.

J'aimerais exprimer mon respect pour les chercheurs qui ont réalisé ce travail, le Pr. Helmut Willems et son équipe de chercheurs du domaine de la jeunesse, mais également pour les très nombreuses personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont partagé leur expérience, leur vécu, leur savoir et leur expertise et qui ont rendu possible la production de ce rapport sur la jeunesse.

Claude Meisch
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse



Vorwort

Die Jugendforschung ist seit vielen Jahren ein zentraler Bereich der Forschungseinheit INSIDE der *Fakultät für Sprachwissenschaften und Literatur, Geisteswissenschaften, Kunst und Erziehungswissenschaften*. Das Erkenntnisinteresse der Jugendforschung liegt auf der für die Entwicklung so zentralen Übergangsphase zwischen (früher) Kindheit und Erwachsenenalter. In dieser Phase werden viele pädagogische, psychologische, kognitive und soziologische Fragestellungen virulent. Ihre Erforschung – und insbesondere die Erforschung ihrer Interferenzen – kann daher nur durch eine interdisziplinäre Perspektive gelingen.

Dazu bedarf es eines Teams von motivierten Wissenschaftlern, die sich aus verschiedenen disziplinären Verortungen einem gemeinsamen Rahmenthema zuwenden und dabei nicht nur die Grenzen des eigenen Fachs überwinden, sondern zugleich die jeweiligen methodischen Instrumentarien weiterentwickeln.

Neben einem solchen interdisziplinären Fokus bedarf es für die Erforschung der Lebensphase ‚Jugend‘ aber auch einer engen Kooperation zwischen Universität, Ministerien und den Bildungs- und Sozialeinrichtungen des Landes. Eine solche gleichermaßen trianguläre Konstellation ist unverzichtbar, will man nicht bei einer abstrakten Beschreibung des Phänomens stehen bleiben, sondern bspw. auch die konkreten Transitionswege Jugendlicher in den Blick nehmen und spezifische institutionelle Unterstützungsmaßnahmen analysieren. Auch hier geht es häufig zunächst darum, die Sprache des jeweils anderen zu verstehen, und den Theorie-Praxis-Transfer für die jeweiligen Fragestellungen fruchtbar zu machen.

Der vorliegende nationale Jugendbericht zeigt eindrucksvoll, dass all dies gelingen kann. Er zeigt weiterhin, wie wissenschaftliche Forschung auf höchstem Niveau zugleich sehr konkret auf aktuelle gesellschaftliche Herausforderungen Bezug nimmt und so einen zentralen Beitrag für die Entwicklung der Gesellschaft und des Landes leistet.

Mein Dank gilt in diesem Zusammenhang an erster Stelle meinem geschätzten Kollegen Prof. Dr. Helmut Willems, der das Team der Jugendforschung seit Jahren erfolgreich und mit großer Übersicht leitet. Seiner herausragenden Kompetenz, seiner Integrationsfähigkeit sowie seinem großen Arbeitseinsatz ist es zu verdanken, dass der Jugendbericht 2015 in dieser Form vorliegt.

Bedanken möchte ich mich an dieser Stelle aber auch bei allen weiteren Beteiligten, die an diesem Bericht mitgewirkt haben. In erster Linie ist hier das Team der Jugendforschung an der FLSHASE zu nennen, das auch in Phasen größter Arbeitsbelastung stets perfekt funktioniert und das Ziel nie aus den Augen verloren hat. Mein Dank gilt weiterhin den beteiligten Ministerien für die gute Zusammenarbeit und das in die Universität gesetzte Vertrauen. Insbesondere die jahrelange, exzellente Zusammenarbeit mit Nico Meisch, Premier Conseiller de Gouvernement des *Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, ist an dieser Stelle hervorzuheben.

Ich bin davon überzeugt, dass der Jugendbericht 2015 viele wichtige Impulse für die Wissenschaft und für Debatten im öffentlichen Raum setzen wird und wünsche allen Interessierten eine erkenntnisreiche Lektüre.

Prof. Dr. Georg Mein
Dekan der Fakultät für Sprachwissenschaften und Literatur, Geisteswissenschaften,
Kunst und Erziehungswissenschaften der Universität Luxemburg

A

*Avis du
gouvernement*



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Avis du gouvernement

CONTEXTE DU RAPPORT NATIONAL SUR LA SITUATION DE LA JEUNESSE

Que veut dire devenir adulte au Luxembourg aujourd'hui ? C'est la question à laquelle tente de répondre ce deuxième rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg.

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils soutenir les jeunes dans ce processus ? C'est la question qui se pose au gouvernement. Dans cet avis, qui précède le rapport proprement-dit, de premières réponses globales sont apportées. Dans un deuxième temps, un plan d'action pour la politique de la jeunesse proposera les actions plus concrètes dans ce sens.

La loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse définit le cadre dans lequel est élaboré le présent rapport national sur la jeunesse. Dans son article 15, cette loi dit que « *tous les cinq ans, le ministre adresse un rapport sur la situation de la jeunesse au Luxembourg à la Chambre des Députés* ». Selon le même article, « *le plan d'action national pour la jeunesse établi par le ministre détermine l'orientation de la politique Jeunesse* ».

Cet avis du gouvernement sur le rapport national de la jeunesse a pour objectif de le remettre dans le contexte de la politique nationale de la jeunesse et d'en tirer les premières conclusions en termes d'action publique en faveur des jeunes.

Il est par ailleurs utile de rappeler l'article 3 de la loi sur la jeunesse, selon lequel la politique de la jeunesse est transversale, fondée sur la connaissance et basée sur une consultation active des jeunes. Ces trois caractéristiques situent la politique de la jeunesse au Luxembourg, du point de vue des méthodes, dans le « state of the art » des politiques actuelles en faveur des jeunes dans les pays de l'Union européenne.

Le premier rapport national sur la jeunesse fut établi par l'Université du Luxembourg en 2010. Comme ce fut le premier exercice de ce type suite à l'adoption de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, l'angle choisi fut très large. Le premier rapport sur la jeunesse brossa un tableau très vaste, en faisant le tour de toutes les données disponibles sur les jeunes au Luxembourg.

SUJETS DU RAPPORT NATIONAL SUR LA SITUATION DE LA JEUNESSE

De façon naturelle, ce deuxième rapport national sur la jeunesse n'est plus établi en utilisant un grand angle, mais en développant une vue beaucoup plus centrée. Les sujets étudiés ont été limités et les sous-catégories d'âge choisies en fonction des sujets. **Le sujet principal de ce rapport concerne les transitions entre la jeunesse et l'âge adulte.**

Il s'agit d'un sujet qui s'est d'une certaine manière imposé au moment où ce rapport fut mis sur les rails. En effet, les années de crise qui ont commencé en 2008 ont eu et ont un impact certain sur

les conditions de vie des jeunes, sur les opportunités qu'ils trouvent pour s'établir dans la vie de façon autonome. Les effets de cette crise sont, nous le savons maintenant, encore plus néfastes pour les jeunes que pour la population en général. Ce constat s'est imposé en Europe à partir des années 2010. Lors des discussions sur l'angle de vue particulier de ce rapport, la question des transitions apparut rapidement comme le sujet qu'il fallait mieux comprendre, vu les défis posés aux jeunes. Dans l'esprit de l'article 3 de la loi, des discussions eurent également lieu avec des représentants des organisations de jeunesse, Conférence Générale de la Jeunesse et Parlement des Jeunes, pour les associer à la démarche.

Si cependant, les transitions des jeunes vers l'âge adulte s'imposèrent comme sujet, il apparut également important de ne pas se limiter à la transition qui vient à l'esprit le plus naturellement, celle entre le système éducatif et le marché de l'emploi. En effet, le passage à l'âge adulte est une question autrement plus complexe que l'accès au marché de l'emploi. C'est une personne dans sa globalité qui accède à l'âge adulte, et non seulement un salarié. Devenir adulte signifie également quitter son domicile familial, fonder une famille. Il y a derrière cette question toute une série d'autres questions, celle du logement notamment. Etre adulte veut dire par ailleurs participer pleinement à la définition de notre avenir commun et à nos modèles de société, c'est-à-dire participer politiquement. Avec l'accès au droit de vote à la majorité, cette participation politique s'accomplit. La citoyenneté est cependant plus complexe que le seul droit de vote. Derrière la participation active aux élections se pose la question de la participation plus poussée aux processus politiques, mais aussi celle de l'engagement social, au sein d'associations notamment, qui constitue un vecteur d'intégration important au Luxembourg.

Se profile ainsi une vue plus précise de ce que signifie devenir adulte. Les transitions vers l'âge adulte sont multiples et posent des défis essentiels pour tout un chacun. Les aspects touchés dans ce rapport national sur la jeunesse sont ceux de l'accès au marché de l'emploi, de l'accès au logement, de l'accès à la citoyenneté. Cette diversité des aspects liés aux transitions des jeunes vers l'âge adulte se répercute dans les tranches d'âge étudiées. Selon qu'on étudie l'accès au marché de l'emploi, le logement des jeunes ou la citoyenneté des jeunes, différentes sous-catégories d'âges de la jeunesse apparaissent comme plus pertinentes. La loi sur la jeunesse définit cet âge comme allant de 12 à 29 ans, une période très large donc. Lorsqu'on veut en savoir plus sur la transition entre le monde de l'école et celui de l'emploi, l'intérêt est porté vers les jeunes à partir de 15 ou 16 ans, âge de la fin de l'obligation scolaire. A l'inverse, l'accès au logement est un défi qui se pose plus tard, non pas aux adolescents, mais aux jeunes adultes. Les données étudiées ici concernent parfois la tranche d'âge jusqu'à 34 ans. Les questions de citoyenneté par contre se jouent déjà beaucoup plus tôt, pendant la période de l'adolescence.

TRANSVERSALITÉ DE LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Ces différents sujets sont également l'expression d'une caractéristique particulière de la politique de la jeunesse, à savoir que son objet ne concerne pas un domaine d'intervention particulier, mais une classe d'âge dans son entièreté et sous tous ses aspects. Autrement dit, **la politique de la jeunesse ne saurait exclusivement être une politique de l'éducation, de la famille, du travail, de la santé ou du logement. Elle se situe en réalité à l'intersection de ces domaines d'action des pouvoirs publics. C'est pourquoi la transversalité de la politique de la jeunesse en est un enjeu fondamental.** S'il existe bien un domaine qu'on peut appeler « de la jeunesse », c'est celui qui se concentre historiquement sur les loisirs des jeunes. Or, une politique de la jeunesse adaptée à notre temps, qui veut avoir un

impact sur les conditions de vie des jeunes dans notre société, doit aller au-delà de ce seul domaine d'intervention. D'où la nécessité de créer des collaborations intersectorielles, interministérielles, avec les représentants des domaines concernés.

Dans le cas précis du présent rapport sur la jeunesse, ces domaines furent la famille, l'éducation, le travail et l'emploi ainsi que le logement. Pour renforcer la pertinence du rapport national sur la jeunesse, une collaboration fut mise en place entre les ministères de l'éducation, du travail et de l'emploi, de la famille et du logement. Celle-ci aboutit à l'adoption d'un mémorandum interministériel qui énonça la volonté de concevoir le rapport sur la jeunesse comme un instrument interministériel. Ce mémorandum fixa les priorités - transitions vers l'emploi, le logement, la citoyenneté - et les ressources et rôles des différents ministères impliqués.

Au niveau de la méthode, ce mémorandum donna une orientation particulière au rapport sur la jeunesse. **Plutôt que de favoriser unilatéralement une vue objective à l'aide de statistiques publiques sur les transitions des jeunes, il propose de compléter cette approche par une prise en compte systématique des points de vue que les jeunes développent eux-mêmes sur leurs transitions.** Ceci vaut autant pour les vues des jeunes sur les transitions vers l'âge adulte, sur comment ils vivent de manière très subjective ce passage à un autre âge que pour leurs vues sur les mesures prises par les pouvoirs publics. Sous les effets notamment de la crise économique et financière des dernières années qui a eu un impact direct sur les jeunes, les pouvoirs publics ont développé un arsenal important de mesures pour soutenir les jeunes dans leur transition vers l'âge adulte. Les bénéficiaires de ces mesures développent leurs propres analyses sur ces mesures et le gouvernement s'est proposé de les prendre en compte systématiquement dans la rédaction de ce rapport.

QU'EST-CE QU'UNE « BONNE » POLITIQUE PUBLIQUE?

Prendre en compte les points de vue des bénéficiaires pour établir ce rapport est un élément novateur qui relève de la participation des jeunes, de leur consultation active telle qu'elle est inscrite dans l'article 3 de la loi sur la jeunesse. Mais cette prise en compte des avis des bénéficiaires part également d'une autre réflexion sur la question importante de savoir ce qu'est une bonne politique publique. Lorsque les décideurs élaborent des dispositifs de politique publique, ils le font évidemment sur base d'une réflexion rationnelle qui comprend une série des constats, parfois implicites. Ceux-ci concernent les besoins, les réponses à apporter à ces besoins, les manières d'apporter ces réponses, les façons selon lesquelles agissent les bénéficiaires, les façons dont devraient se comporter les bénéficiaires afin de profiter au mieux des dispositifs mis en place et des avantages qu'ils doivent procurer. L'ensemble de ces constats constitue une sorte de rationalité administrative, une vision sur le fonctionnement du monde social.

D'un autre côté, les bénéficiaires des dispositifs de l'action publique, les jeunes dans ce cas-ci, développent une rationalité qui leur est propre. Ils ne partent pas des mêmes constats que les décideurs, développent leur propre réflexion et analyse à partir d'une autre vue sur le monde, déterminée par d'autres expériences quotidiennes, avec des attentes différentes de ce qu'ils veulent atteindre au cours de leur vie, sur comment ils interprètent la signification du « devenir adulte ». Ces rationalités et attentes des administrateurs publics et des jeunes bénéficiaires de mesures sont souvent divergentes.

Ceci peut mener à des situations où les effets escomptés des dispositifs de l'action publique ne se montrent pas parce que les dispositifs n'ont pas été utilisés de la manière prévue par les bénéficiaires. Si un jeune, dans une mesure de transition vers le marché de l'emploi, considère qu'en réalité, il n'est

pas un bénéficiaire d'une mesure, mais qu'il a un emploi, il n'est pas étonnant qu'il n'investisse pas énormément de temps dans la recherche d'un emploi réel. Dans ces cas d'interprétations divergentes de dispositifs d'action publique, il existe la tentation de penser que les bénéficiaires n'ont pas compris, ou pire, n'ont pas voulu comprendre, comment utiliser l'aide qui leur est proposée. On devrait au contraire en déduire que le dispositif n'a pas été conçu en fonction des réalités des bénéficiaires. La rationalité des décideurs administratifs ou politiques et celle des bénéficiaires ont été trop différentes pour permettre une utilisation du dispositif tel que prévu. Ceci est d'autant plus courant que le bénéficiaire type ou le jeune type n'existe pas. Le rapport le montre, les jeunes ont différents types d'attentes, différents besoins, différentes vues sur la manière dont ils veulent conduire leur vie d'adulte. Ces vues sont autant de défis posés à l'action des pouvoirs publics lors de son élaboration.

A partir de ce constat, une « bonne » politique publique dans le domaine des transitions est une politique qui permet une cohérence entre la rationalité administrative objective des services publics et la rationalité subjective des bénéficiaires. Lorsque les objectifs des deux parties se rencontrent dans les mesures proposées, lorsque les décideurs et les bénéficiaires y trouvent en quelque sorte leur compte, les mesures peuvent réussir à produire leurs effets.

Ceci plaide donc pour une prise en compte des vues et opinions des jeunes sur les politiques qui les concernent. **Cette participation n'est pas à considérer comme un luxe, mais au contraire comme une nécessité afin d'assurer le succès des dispositifs mis en place.** Le rapport, tel qu'il a été conçu à la suite du mémorandum interministériel est construit de manière à favoriser cette prise en compte et considère les positions des jeunes bénéficiaires comme légitimes car fondées sur leur propres expériences.

Suite à l'adoption du mémorandum interministériel sur le deuxième rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg, l'Université fut chargée de réaliser ce rapport. L'Accord de Coopération dans le domaine de la jeunesse liant l'État et l'Université du Luxembourg fut orienté dans ce sens.

LIENS ENTRE RECHERCHE SUR LA JEUNESSE ET POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Le rapport produit est une mine d'informations, tant sur le plan quantitatif que du point de vue qualitatif. La lecture et l'exploitation détaillée des données que le rapport met en lumière n'est pas une tâche aisée et prendra un certain temps à chaque lecteur qui voudra y chercher des enseignements nécessaires au développement des politiques publiques en faveur des jeunes.

En effet, le lien entre la recherche sur la jeunesse et le développement de politiques de la jeunesse n'est pas un lien mécanique. Le domaine de la recherche offre rarement des réponses toutes faites aux pouvoirs publics. Au contraire, la recherche parle à celui qui pose les bonnes questions. Ce serait tomber dans un piège technocratique de penser que le développement de politiques est contenu dans les résultats de recherche. **Au contraire, interroger la recherche pour qu'elle puisse soutenir le développement de politiques suppose une démarche de dialogue entre les acteurs concernés.** Ce dialogue doit inclure toutes les parties prenantes, les chercheurs, les pouvoirs publics, mais également les intervenants professionnels et les organisations de la société civile.

Ce dialogue doit permettre d'interpréter collectivement le rapport sur la jeunesse. C'est pourquoi seront organisés, entre la publication du rapport et la formulation du plan d'action pour la politique de la jeunesse prévu à l'article 15 de la loi jeunesse, une série de présentations et de dialogue à différents niveaux. Dans ce sens, les paragraphes qui suivent apportent aussi une contribution aux débats qui doivent suivre la publication du rapport.

Même si l'exploitation détaillée du rapport est une entreprise qui s'étalera dans le temps, il est possible d'en tirer des conclusions, fussent-elles préliminaires. Le rapport peut être lu à plusieurs niveaux.

LECTURES DU RAPPORT NATIONAL SUR LA SITUATION DE LA JEUNESSE

A un niveau global, le rapport sur la jeunesse nous dessine un tableau, non seulement de la jeunesse au Luxembourg et des manières selon lesquelles elle vit le passage à l'âge adulte, mais de notre pays en général. De la même manière que les jeunes sont souvent des « early adopters » de nouvelles technologies, les façons de vivre des jeunes nous donnent une vue sur ce que sera notre société de demain. De plus, les moments de la vie qui constituent les transitions, en général ou particulièrement entre la jeunesse et l'âge adulte, sont des moments révélateurs car des choix qui y sont faits orientent l'avenir.

Dans son rapport, l'Université explique qu'une des caractéristiques des sociétés européennes à notre époque est qu'elles laissent aux individus beaucoup de choix quant à la manière de mener leurs vies. Les biographies sont moins standardisées, les individus sont moins liés par leurs appartenances, familiales, sociales, culturelles. On pourrait donc s'attendre à trouver une grande multitude de types de projets de vie qui représentent soit une continuation du modèle social dominant, soit une alternative, soit un modèle d'opposition.

Or, force est de constater que les jeunes souhaitent avant tout s'intégrer dans le modèle social que les générations adultes proposent. Que ce soit à travers les statistiques, ou la lecture de l'étude qualitative menée par l'Université, on voit que les jeunes partagent de manière très large les valeurs ambiantes au Luxembourg. Ils souhaitent mener une vie professionnelle, fonder une famille, acquérir un logement. A première vue, ceci semble être une bonne chose. **Cette constatation montre que les jeunes sont en accord avec la société dans laquelle ils vivent, les modèles proposés leur semblent acceptables. En d'autres termes, le rapport ne montre pas de fracture ou de tensions intergénérationnelles fortes au Luxembourg.**

D'un autre côté, il faut se demander si les alternatives disponibles suite à la liberté de choix accrue des individus, postulée par les chercheurs sont aussi nombreuses qu'on pourrait le croire. En termes de logement notamment, le Luxembourg est caractérisé par un fort taux de propriétaires par rapport aux locataires. Or la propriété du logement présuppose une situation professionnelle des plus stables dans la mesure où elle nécessite de pouvoir planifier sa situation financière à long terme. Une situation financière stable est tributaire d'une vie professionnelle prévisible au moins à moyen terme. En d'autres termes, la situation du marché du logement au Luxembourg ne favorise pas la prise de risque professionnelle par les jeunes. Pour s'intégrer dans le modèle ambiant, ils ont tout intérêt à trouver le plus rapidement possible une situation professionnelle qui permet d'entrevoir l'avenir de façon chiffrable.

Ceci peut être vu en contradiction avec d'autres demandes qui sont faites aux jeunes, en termes de mobilité professionnelle par exemple. Le marché de l'emploi est caractérisé par une demande de mobilité. Or, comment, d'un point de vue individuel, assurer une forte mobilité lorsque la situation de logement vue comme étant préférable est celle du propriétaire ? Ceci devient d'autant plus frappant si on pense le marché de l'emploi non seulement comme national, mais comme un marché européen sur lequel les jeunes devraient pouvoir trouver leur place.

La segmentation du marché du travail apporte un élément supplémentaire à cette équation pour les jeunes de nationalité luxembourgeoise. La fonction publique, accueillant statistiquement plus de salariés de nationalité luxembourgeoise, peut paraître comme un secteur relativement protégé.

Il n'est dès lors pas surprenant que par exemple le taux d'entrepreneuriat parmi les jeunes vivant au Luxembourg soit parmi les plus bas dans l'Union européenne. Les conditions des transitions vers l'âge adulte sont telles qu'elles encouragent peu la prise de risque, qui suppose d'être en mesure de gérer des incertitudes, au moins temporaires, quant à son avenir.

Pour permettre aux jeunes, notamment dans la transition vers le marché de l'emploi, d'être créatifs, de développer leurs propres voies, d'avoir le courage de tenter de nouvelles choses, il faudra trouver les moyens d'encourager la créativité et l'esprit d'entrepreneuriat tout en proposant des filets de sécurité temporaires qui permettent aux jeunes de rebondir lorsque les tentatives de trouver leur propre voie n'ont pas été couronnées de succès.

Le Luxembourg, tel qu'il est décrit dans le rapport sur la jeunesse, est ainsi un pays qui connaît un niveau de vie très élevé par rapport à l'ensemble de l'Union européenne pour une majorité de ses habitants. Mais le prix à payer pour les jeunes dans leurs transitions vers l'âge adulte semble être une forte pression vers l'intégration au modèle social ambiant, qui encourage peu l'expérimentation de modèles de vie alternatifs.

Ceci est d'autant plus vrai pour les jeunes qui au départ ont moins de ressources économiques, sociales, culturelles. Tout un pan de l'analyse détaillée de ce rapport devra porter sur ces ressources inégalement distribuées parmi les jeunes et les conséquences de ces inégalités. Celles-ci sont d'autant plus fortes qu'on les retrouve dans les différents aspects des transitions analysées dans le rapport sur la jeunesse.

A un autre niveau, le rapport montre comment les jeunes vivent les dispositifs d'action publique qui sont mis en place à leur égard. Sur ce point, ce rapport national sur la jeunesse apporte réellement une nouvelle qualité dans les débats sur les mesures mises en place pour soutenir les jeunes dans leur transition vers l'âge adulte.

A travers une étude quantitative menée par l'Université du Luxembourg, des dizaines de mesures ont obtenu un feedback de la part de leurs bénéficiaires. Et il est particulièrement utile de les écouter dans la mesure où, comme développé plus haut, il faut considérer que la manière dont les jeunes vivent les dispositifs auxquels ils participent, est un des facteurs essentiels du succès de ces dispositifs.

Dans le domaine du soutien des jeunes pour l'accès au marché de l'emploi, qui connaît une longue histoire de mesures de soutien aux jeunes, cela amène à penser que **la concordance entre les objectifs des mesures proposées et les besoins, objectifs et subjectifs, des jeunes bénéficiaires, sont un des points à approfondir dans l'analyse du rapport national sur la jeunesse**. Une première analyse semble montrer que les objectifs des mesures ne sont pas toujours clairement distinguables. Partant, il est difficile de les mettre en concordance avec les besoins des bénéficiaires, particulièrement s'agissant des souhaits subjectifs des bénéficiaires. Ces souhaits peuvent paraître difficiles à saisir, mais jouent un rôle important dans la manière dont les bénéficiaires vont vivre le dispositif d'action publique et, en conséquence, le mettre à profit dans leur parcours biographique.

Dans son rapport, l'Université a identifié des critères de qualité des mesures mises en place pour soutenir les jeunes dans leurs transitions. Ces critères pourront constituer un point de départ très utile pour mener cette analyse.

Dans le domaine du logement des jeunes, la situation est différente de celle de l'accès au marché de l'emploi. La politique du logement ne cible pas les jeunes dans la même mesure. Dans différents domaines (logement, aide à l'enfance et à la famille, aide sociale, travail jeunesse), des mesures existent dont le but est de soutenir les jeunes dans leur accès à une vie autonome. Ces mesures sont issues de traditions diverses, il n'existe pas à proprement parler une politique « jeunes et logement ». Alors que des initiatives

ont eu lieu dans ce sens durant les deux dernières années par le renforcement des collaborations entre les ministères concernés et la mise en place de premiers projets de logements spécifiques destinés aux jeunes, **le défi dans ce domaine sera de créer une véritable politique « jeunes et logement » du gouvernement, de continuer à augmenter l'offre de logements pour les jeunes et mettre en réseau les acteurs dans ce domaine.** Cette mise en réseau permettra de travailler sur différents axes, comme l'encouragement de formes alternatives de logement, la cohérence des mesures à l'intention des jeunes, une information adressée aux jeunes qui soit adaptée à leurs besoins et modes de communication.

En ce qui concerne le troisième axe de transition analysé par l'Université dans le rapport national sur la jeunesse, la citoyenneté, on relève également une multitude de mesures destinées à renforcer cette citoyenneté. Contrairement aux mesures dans le domaine de l'accès au marché de l'emploi et dans le domaine du logement des jeunes, celles-ci n'ont souvent pas un caractère compensatoire, mais relèvent plutôt d'un renforcement des capacités d'engagement. **Autant l'analyse des données statistiques que les enquêtes supplémentaires menées dans le cadre de ce rapport montrent un clivage dans la société luxembourgeoise en termes d'accès à la citoyenneté. Il y a en effet une nette différence entre résidents nationaux et résidents non nationaux. Ceci est vrai évidemment pour l'aspect le plus central de l'accès à la citoyenneté, la participation aux élections. Mais c'est également vrai pour d'autres mesures de soutien aux jeunes, dans le domaine de l'engagement social ou dans les organisations de jeunesse.**

Le clivage évoqué ne peut bien sûr être vu séparément des autres lignes de partage qui caractérisent la société luxembourgeoise, comme la segmentation sur le marché de l'emploi ou la distribution inégale des élèves dans les ordres d'enseignement. Les manières inégales d'accéder à citoyenneté vécue à travers l'engagement tendent ainsi à continuer les clivages qu'on trouve dans d'autres domaines.

Le futur plan d'action devra se pencher sur cette question qui pose un défi important pour le Luxembourg. Comment, en effet, permettre au plus grand nombre d'accéder à un engagement citoyen dans notre société. Ce défi touche à la cohésion sociale du Luxembourg. Une des questions qui se posent ici est certainement celle de la langue dans laquelle sont proposées les mesures offertes aux jeunes. Une première vue montre que la langue utilisée est très souvent le luxembourgeois et une analyse plus fine devra permettre de comprendre si une utilisation plus diversifiée des langues dans les mesures de renforcement de la citoyenneté pourraient faciliter l'accès à ces mesures pour des non-nationaux. Mais la question d'un élargissement de l'accès aux mesures qui encouragent la citoyenneté et la participation suppose également une réflexion plus large sur les méthodes utilisées pour atteindre les jeunes. Face à une multiplication des projets et mesures qui veulent créer de l'engagement par des méthodes souvent peu adaptées à des publics-cible particuliers, comment reconnaître et encourager l'engagement citoyen existant dans ses multiples formes ? En effet, il apparaît dans le rapport sur la jeunesse que l'engagement des jeunes ne correspond pas toujours au type d'engagement prôné de manière classique. **Dans ces cas, il est important de reconnaître l'engagement existant en tant que tel et de le soutenir. Ceci suppose une réflexion en profondeur, peut-être un changement de paradigme, dans la manière d'encourager l'engagement social et politique des jeunes.**

Le rôle de soutien de la famille apparaît également de manière transversale aux trois domaines de transition. Lorsque la famille d'origine peut offrir un soutien, lorsqu'elle est en mesure de le faire, les transitions des jeunes sont facilitées. Or, pour des raisons diverses, économiques, sociales, culturelles, les familles ne sont pas toutes en mesure de fournir ce soutien à leurs enfants. Dans la transition vers le marché de l'emploi, les ressources sociales des parents, leur propre intégration dans la société luxembourgeoise en termes d'inscription dans des réseaux informels, semble être un atout important.

En ce qui concerne l'accès au logement, ce sont plutôt les ressources financières qui semblent jouer un rôle. Enfin, pour la transition dans le domaine de la citoyenneté, l'engagement des parents joue un rôle important. Soutenir les jeunes dans leurs transitions veut donc également dire soutenir les familles pour qu'elles puissent épauler leurs enfants, considérer les parents comme des partenaires dans la transition et dans les démarches de support. Ce défi est à l'image de l'hétérogénéité culturelle du Luxembourg, qui contribue à reproduire ces inégales possibilités de soutien familial.



*Übergänge vom Jugend-
ins Erwachsenenalter:
Verläufe, Perspektiven,
Herausforderungen*

Prof. Dr. Helmut Willems (Projektleitung)

Daniel Weis

Sandra Biewers Grimm

Christina Haas

Andreas Heinen

Patrice Joachim

Christiane Meyers

Jan Scharf

Anette Schumacher

Andreas Vuori

Theorien, Daten, Dialoge: Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes

1.

Die Analyse des Übergangs vom Jugendalter in das Erwachsenenalter ist das zentrale Thema des luxemburgischen Jugendberichtes 2015. **Aufgabe des Jugendberichtes** war es, (a) die verschiedenen Transitionen von Jugendlichen ins Erwachsenenalter zu beschreiben, (b) jugendspezifische Unterstützungsmaßnahmen in Luxemburg zu erfassen und (c) die Erfahrungen und Bewertungen dieser Maßnahmen aus der Perspektive der Jugendlichen zu analysieren.

Themenschwerpunkte

Thematisch beschäftigt sich der Jugendbericht mit **drei Transitionsbereichen**, die sowohl aus dem Blickwinkel sozialwissenschaftlicher Theorien, als auch aus der Sicht von Politik und Gesellschaft den Übergang ins Erwachsenenalter prägen:

1. **Übergänge in die Arbeitswelt:** Der Übergang vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt, vom Status des Schülers, des Studierenden, des Auszubildenden hin zum Status des Berufstätigen;
2. **Private Übergänge:** Der Auszug aus dem Elternhaus, die Entwicklung eigenständiger Wohn- und Lebensformen sowie Partnerschaft und Familiengründung
3. **Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe in der Transition:** Die Übernahme einer Rolle als aktiver, sozial und politisch engagierter Bürger.

Diese drei Übergangsbereiche werden mittels wissenschaftlicher Methoden beschrieben und analysiert. Der Jugendbericht 2015 nimmt dabei Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 34 Jahren in den Blick, da sich angesichts der Verlängerung der Bildungszeiten die Übergänge ins Erwachsenenleben heute teils bis ins vierte Lebensjahrzehnt hinziehen können.

Datengrundlage

Der Bericht greift auf verschiedene Datenquellen zurück. Neben der Verwendung bestehender statistischer Daten (Surveydaten, administrative Daten) wurden auch Daten eigens für den Bericht erhoben. Dazu zählen qualitative Experteninterviews und Interviews mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen sowie eine standardisierte Befragung von Jugendlichen, die an einer Unterstützungsmaßnahme teilgenommen haben.

Mit der Analyse unterschiedlicher Datenquellen wurden unterschiedliche Ziele verfolgt. Die **Experteninterviews** mit Fachleuten aus Praxis und Politik dienten in erster Linie der Exploration des Themenfeldes und der Generierung von Fragestellungen. Die **Sekundärdatenanalyse** diente vor allem der Beschreibung und Analyse von Übergängen und einer differenzierten Darstellung der Situation

Jugendlicher und junger Erwachsener nach Alter, Geschlecht, Nationalität oder sozialer Herkunft. Mit den **qualitativen Interviews** wurden subjektive Sichtweisen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen zum Erwachsenwerden und zum Erwachsenenstatus erhoben. Die **standardisierte Befragung** von Maßnahmenteilnehmern hatte zum Ziel, die Erfahrungen und Einschätzungen der Teilnehmer zu erheben.

Ein letztes methodisches Element des Jugendberichtes bestand in der systematischen **Beteiligung von Experten** aus Wissenschaft, Fachpraxis, Verwaltung und Politik sowie von Jugendvertretern in zusätzlichen Fokusgruppendifkussionen. Dies bildete nicht nur ein wichtiges Instrument der Qualitätssicherung und externen Validierung, sondern führte auch zu einer stärkeren Anbindung des Berichtes und seiner Ergebnisse an den luxemburgischen Fachdiskurs.

Diese **Triangulation** verschiedener methodischer Vorgehensweisen und unterschiedlicher Datenquellen ermöglicht eine breite und perspektivenreiche Darstellung der Übergänge von Jugendlichen in das Erwachsenenalter. Sie trägt nicht zuletzt auch dazu bei, die methodischen Schwächen der einen Perspektive durch die Stärken der anderen auszugleichen.

Auf der Grundlage der Ergebnisse werden sowohl allgemeine Trends und Zusammenhänge sichtbar als auch Problemstellungen identifiziert. Damit stellt der Bericht eine umfassende Informations- und Diskussionsgrundlage für Politik, Fachpraxis und Wissenschaft zur Verfügung.

Theoretischer Rahmen

Theoretisch orientiert sich der Jugendbericht an jugendsoziologischen Konzepten der Transition und der Definition der Jugendphase entlang von Entwicklungsaufgaben. Demnach ist der Übergang ins Erwachsenenalter durch das Erlernen von sozialen Rollen und über die erfolgreiche Bewältigung von bestimmten **Entwicklungsaufgaben** definiert (Havighurst, 1972 [1981]). Diese Entwicklungsaufgaben werden als Anforderungen an das Individuum verstanden, deren Bewältigung zu einer erfolgreichen Auseinandersetzung mit gesellschaftlichen Aufgaben notwendig ist. Die zentralen Dimensionen der Entwicklungsaufgaben im Jugendalter können als „Qualifizieren“ (Übergänge in Arbeit), „Binden“ (private Übergänge) sowie „Partizipieren“ (Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabeformen) bezeichnet werden (Hurrelmann & Quenzel, 2012).¹

Entwicklungsaufgaben definieren also einerseits zentrale Dimensionen der individuellen Persönlichkeits- und Identitätsentwicklung, andererseits aber auch gesellschaftliche Erwartungen und Zielvorgaben für Jugendliche. Ihre Bewältigung trägt dazu bei, Selbstständigkeit, Autonomie und Handlungsfähigkeit zu entwickeln. Auch wenn im Zuge der gesellschaftlichen Liberalisierung und Individualisierung Entwicklungsaufgaben und soziale Rollen heute in höherem Maße individuell wählbar und gestaltbar geworden sind, können dennoch biografische Ereignisse als Transitionsmarker definiert werden, die die Übergänge in den Erwachsenenstatus markieren. Als solche gelten beispielsweise der Einstieg in die Erwerbsarbeit, der Auszug aus dem Elternhaus, die Heirat (oder nichteheliche Lebensgemeinschaft) und die Familiengründung.

Zur Beschreibung und Analyse dieser Übergänge und Entwicklungsprozesse wurde auf zwei theoretische Konzepte zurückgegriffen: (a) **handlungstheoretische Konzepte**, die individuelle Bewältigungsmuster in den Blick nehmen, und (b) **strukturtheoretische Konzepte**, um die Bedeutung von Strukturen, Normen und Institutionen erfassen zu können.

¹ Die von Hurrelmann & Quenzel (2012) erwähnte vierte Entwicklungsaufgabe „Konsumieren“ wurde im Jugendbericht nicht als eigenständige Dimension analysiert.

Handlungstheoretische Ansätze sehen Jugendliche als Akteure und Gestalter ihrer biografischen Übergänge und analysieren vor diesem Hintergrund Übergangentscheidungen und individuelle Verläufe. Die individuelle Bewältigung der Entwicklungsaufgaben wird dabei maßgeblich von den zur Verfügung stehenden personalen (u. a. Intelligenz, Begabung, Motivation, Kontrollüberzeugungen) und sozialen Ressourcen (u. a. familiäre Unterstützung, soziale Integration) beeinflusst (Blanz, Remschmidt, Martin & Andreas, 2006). Während Handlungsmodelle die Übergänge in das Erwachsenenalter als Ergebnis individueller Entscheidungen betrachten, suchen Strukturmodelle vor allem nach Erklärungen auf einer Makroebene. Der Fokus wird hier auf gesellschaftliche Normen, institutionelle Rahmenbedingungen und wohlfahrtsstaatliche Regelungen gelegt, die zu einer „Institutionalisierung des Lebenslaufs“ (Kohli, 1985) und einer Standardisierung der Transition beigetragen haben.

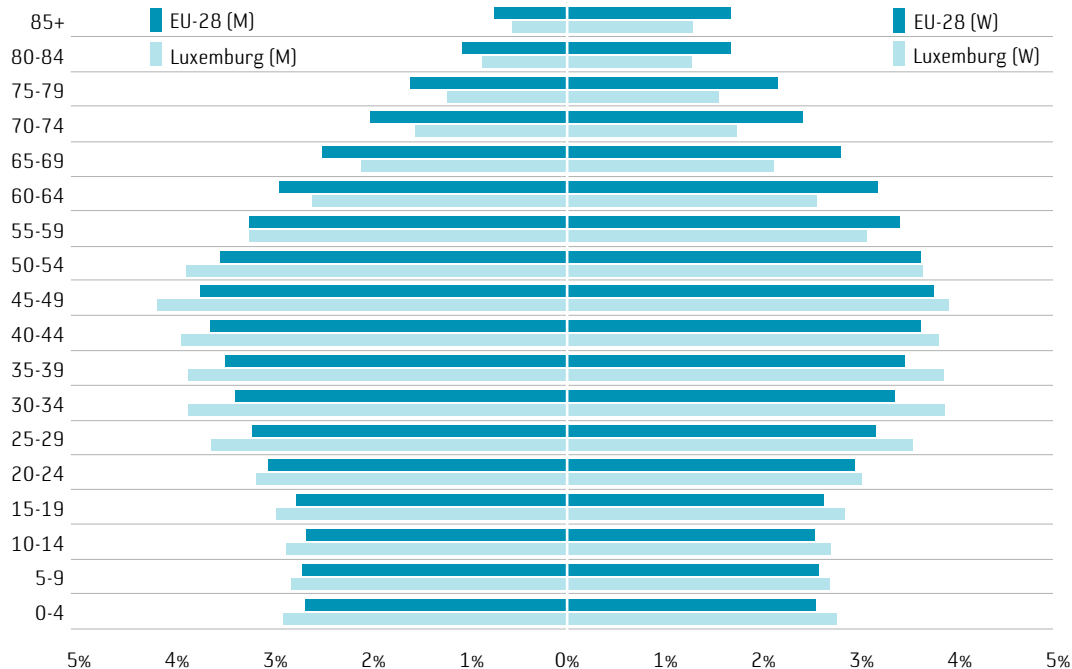
2. *Die Heterogenität der jungen Generation in Luxemburg*

2.1 DER ANTEIL JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER AN DER GESAMTBEVÖLKERUNG

Ähnlich wie in anderen westlichen Ländern ist die **Bevölkerungsentwicklung** in Luxemburg durch **sinkende Geburtenraten** (bedingt durch veränderte Familienformen, Geschlechterrollen und Berufsvorstellungen) und eine **steigende Lebenserwartung** (bedingt durch eine Erhöhung des Wohlstandsniveaus und medizinischen Fortschritt) gekennzeichnet. Diese Entwicklung hat zur Folge, dass der Anteil älterer Menschen in der Bevölkerung steigt, der Anteil der Jugendlichen hingegen sinkt. Diese Trends sind auch für Luxemburg zu beobachten, wenngleich die Alterung der Bevölkerung hier wesentlich geringer ausgeprägt ist als in den Nachbarländern (Eurostat, 2015a).

Für die ökonomische Entwicklung und Dynamik einer Gesellschaft, aber auch für die Nachhaltigkeit wohlfahrtsstaatlicher Regelungen ist der **Altersaufbau der Bevölkerung** von hoher Bedeutung. Denn in Luxemburg, wie auch in vielen anderen europäischen Ländern, beruhen die wohlfahrtsstaatlichen Absicherungen von Lebensrisiken auf einem umlagefinanzierten System, das als Generationenvertrag bezeichnet wird und in seiner Leistungsfähigkeit von der Balance zwischen der Zahl der Einzahlenden und der Zahl der Empfänger von Leistungen abhängig ist. Zum 01.01.2015 hat Luxemburg insgesamt 562.958 Einwohner. Mehr als ein Viertel davon (26,8%) sind Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 34 Jahren, wobei die Gruppe der 25- bis 34-Jährigen mit 15,5% der Gesamtbevölkerung etwas stärker vertreten ist als die der 15- bis 24-Jährigen mit 12,2% der Gesamtbevölkerung (siehe Abbildung 1). Die Abbildung 1 macht auch deutlich, dass Luxemburg im europäischen Vergleich mehr Jugendliche und junge Erwachsene hat und weniger alte Menschen.

Abbildung 1: Alterspyramide der luxemburgischen Bevölkerung (2015) und der Bevölkerung der EU-28-Länder (2014)



Quelle: Statec, 2015; Eurostat, 2014

Der Anteil der 15- bis 34-Jährigen an der Gesamtbevölkerung ist zwar von 30,5% im Jahre 1991 auf 26,8% im Jahre 2015 gesunken, hat sich in den vergangenen Jahren aber stabilisiert bzw. ist seit 2011 sogar leicht angestiegen (Datensätze Zensus 1991 und 2011²; Statec, 2015). Diese **moderate demografische Entwicklung** in Luxemburg wird auch bei der Betrachtung des Jugend- und des Altenquotienten³ deutlich. Während in vielen europäischen Ländern zwischen 1990 und 2014 die Anzahl junger Menschen unter 20 Jahren im Verhältnis zur Anzahl der Personen zwischen 20 und 59 Jahren (Jugendquotient) stark gesunken ist, ist die Veränderung in Luxemburg nur gering. Gleiches gilt für den Altenquotienten (Zahlenverhältnis der Über-60-Jährigen zu den 20- bis 59-Jährigen), der in Luxemburg im Gegensatz zu den meisten anderen europäischen Ländern ebenfalls weitgehend stabil geblieben ist (Eurostat, 2015b).

Diese Indikatoren verdeutlichen, dass die Alterung der luxemburgischen Gesellschaft moderater und langsamer verläuft als in anderen europäischen Ländern und dass die Bevölkerungsanteile von Kindern und Jugendlichen hier weitgehend stabil geblieben sind. Ein Grund dafür, dass die luxemburgische

² Quellenangaben, die nicht auf eine bibliografische Angabe im Literaturverzeichnis verweisen, sind mit „Datensatz“ gekennzeichnet und im Anhang unter „Verwendete Datensätze“ aufgelistet.

³ Die Quotienten bilden zusammen das Altersverhältnis einer Gesellschaft ab. Damit sind die Quotienten grobe Indikatoren für die ökonomische Belastung, die durch die Gegenüberstellung von erwerbstätigen und nicht-erwerbstätigen Gruppen abgebildet wird.

Gesellschaft im europäischen Vergleich langsamer „altert“, ist die hohe Zuwanderung von jungen Menschen im erwerbsfähigen Alter. Luxemburg hat in der Europäischen Union das **größte Bevölkerungswachstum aufgrund von Zuwanderung** zu verzeichnen. Die Entwicklung der demografischen Struktur der luxemburgischen Bevölkerung zeigt daher auch einen starken Anstieg des Ausländeranteils in allen Altersgruppen in den vergangenen 20 Jahren. In der Gruppe der 15- bis 34-Jährigen lag der Ausländeranteil 2011 bei 47% und damit höher als in der Gesamtbevölkerung (43%). Besonders hoch ist der Anteil bei den 25- bis 34-Jährigen mit 55%, was vor allem auf (berufsbedingte) Immigration im jungen Erwachsenenalter zurückzuführen ist.

2.2 DIE ETHNISCH-KULTURELLE HETEROGENITÄT DER JUNGEN GENERATION

Der hohe Zuzug von Migrant*innen hat zur Folge, dass die luxemburgische Bevölkerung heute durch eine **große Heterogenität der Nationalitäten** gekennzeichnet ist. Personen ohne Migrationshintergrund bilden mittlerweile eine Minderheit: nur 35% der luxemburgischen Wohnbevölkerung sind in Luxemburg geboren und haben Elternteile, die in Luxemburg geboren wurden. Dagegen haben zwei Drittel der luxemburgischen Bevölkerung einen direkten (eigene Immigration) oder indirekten (Immigration der Eltern bzw. eines Elternteils) Migrationshintergrund. Dies betrifft besonders stark die jüngere Generation der 15- bis 34-Jährigen, die einen **überdurchschnittlichen Anteil von Migrant*innen** aufweist. Tabelle 1 gibt einen Überblick über die Nationalitätenstruktur der jüngeren Generation im Vergleich zur Gesamtbevölkerung.

Tabelle 1: Nationalitätenstruktur der 15- bis 34-Jährigen und der Gesamtbevölkerung, 2011

	Gesamtbevölkerung	15 bis 34 Jahre
Luxemburgische Nationalität	57,0 %	52,6 %
- von Geburt an	48,7 %	43,5 %
- durch Einbürgerung	8,3 %	9,1 %
Ausländische Nationalität	43,0 %	47,4 %
EU-Nationalität	37,4 %	40,0 %
- portugiesisch	16,1 %	18,7 %
- französisch	6,1 %	7,4 %
- italienisch	3,5 %	2,7 %
- belgisch	3,3 %	2,7 %
- deutsch	2,4 %	1,7 %
- andere EU-Nationalität	6,0 %	7,3 %
keine EU-Nationalität	5,6 %	7,3 %

Quelle: Zensus 2011; N=512.353

Dabei ist auch die Gruppe der Immigrant*innen selbst sehr heterogen und hat sich hinsichtlich ihrer Herkunft und Bildung in den vergangenen Jahrzehnten stark verändert. Während in der zweiten Hälfte

des vorigen Jahrhunderts vor allem Migranten aus Portugal und Italien als oft geringqualifizierte Arbeiter nach Luxemburg kamen, immigrieren heute immer mehr gut ausgebildete Fachkräfte mit einer anderen EU-Nationalität nach Luxemburg. Einwanderer mit portugiesischer Nationalität bilden immer noch die größte Gruppe, gefolgt von Personen mit französischer, belgischer und deutscher Nationalität. Aber auch der Anteil außereuropäischer Migranten ist gewachsen, sodass die **sprachlich-kulturelle und ethnische Heterogenität** in den Kohorten der Kinder und Jugendlichen deutlich zugenommen hat.

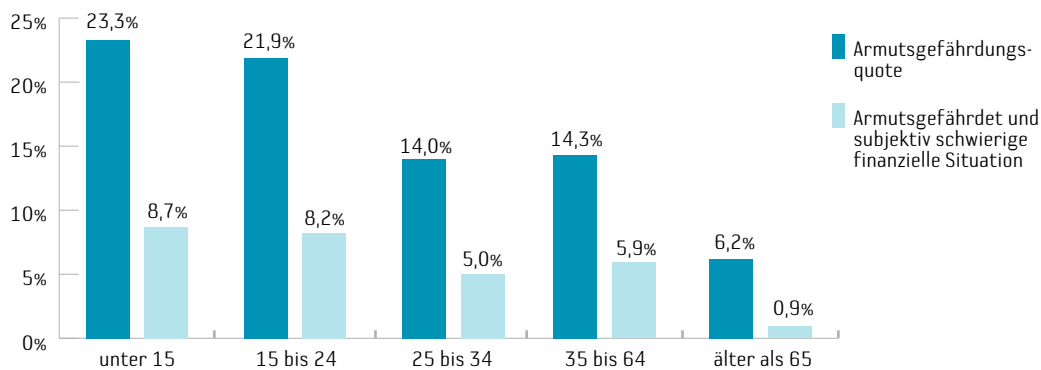
UNGLEICHHEIT UND ARMUT IN DER JUNGEN GENERATION

2.3

Luxemburg gehört mit seinem hohen Bruttosozialprodukt und seinem hohen Pro-Kopf-Einkommen zu den wohlhabendsten Ländern Europas (Hury, Peltier, Salagean, Thill & Zahlen, 2015). Jedoch existieren auch in Luxemburg zum Teil große Unterschiede in Bezug auf den Zugang einzelner Bevölkerungsgruppen zu ökonomischen Ressourcen. Da ökonomische Ressourcen einen hohen Einfluss auf die Lebensbedingungen und Handlungsoptionen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen haben, ist deren Verteilung innerhalb der Gesellschaft für die Analyse von Übergängen von Bedeutung. Die Herkunftsfamilie und deren Ressourcen spielen dabei eine entscheidende Rolle.

Im Gegensatz zu vielen anderen Ländern, in denen die Armutsgefährdung älterer Menschen eine zunehmende Problematik darstellt, betrifft die **Armutsgefährdung in Luxemburg vor allem junge Menschen**. Die Armutsgefährdungsquote⁴ macht den starken Zusammenhang zwischen Lebensalter und Armut deutlich: In Luxemburg sind die Altersgruppen unter 25 Jahren mit 23,3% (Unter-15-Jährige) und 21,9% (15- bis 24-Jährige) am stärksten von relativer Armut gefährdet, während die Über-65-Jährigen mit 6,2% eine deutlich niedrigere Armutsgefährdungsquote aufweisen (siehe Abbildung 2).

Abbildung 2: Armutsgefährdungsquote und subjektiv schwierige finanzielle Situation nach Altersgruppe, 2013



Quelle: EU-SILC 2013; n=9.994

Bestätigt wird diese Tendenz auch durch die subjektive Einschätzung der eigenen finanziellen Situation (siehe Abb. 2): Auch hier zeigt sich in den entsprechenden Erhebungen, dass in Luxemburg deutlich mehr junge Menschen von finanziellen Schwierigkeiten berichten als ältere Menschen (Datensatz EU-SILC, 2013).

⁴ Die Armutsgefährdungsquote (auch „relative Armut“ genannt) erfasst den Anteil von Personen, deren Äquivalenzeinkommen 60% des Median-Einkommens (die Einkommenshöhe, bei der es genauso viele Menschen gibt, die unterhalb dieses Wertes liegen wie Menschen, die darüber liegen) unterschreitet.

3. *Pluralisierung und Individualisierung der Übergänge in die Arbeitswelt*

Der Wechsel von der Schule in den Arbeitsmarkt über berufliche Ausbildungen oder Hochschulbildung ist ein zentraler Übergang zwischen Jugend- und Erwachsenenalter. Bildungsabschlüsse sind in Wissensgesellschaften zentrale Faktoren, die für unterschiedliche Übergänge ins Erwerbsleben und auch für unterschiedliche berufliche Werdegänge verantwortlich sind. Ähnliches gilt für die ersten Jahre auf dem Arbeitsmarkt: Stabile Erwerbsverläufe in den ersten Jahren beeinflussen die gesamte Erwerbskarriere und senken das Risiko, später von Arbeitslosigkeit betroffen zu sein (Dietrich & Abraham, 2008). Der Einstieg in den Arbeitsmarkt fördert zudem auch die **finanzielle Unabhängigkeit** und hat eine starke **identitätsstiftende Funktion**. Er beeinflusst damit in starkem Maße auch die Entscheidungen über den Zeitpunkt und die Gestaltung privater Übergänge.

3.1 **GESTIEGENE ANFORDERUNGEN, UNSICHERHEITEN UND RISIKEN IN DER TRANSITIONSPHASE**

Insgesamt hat sich der Übergang ins Erwerbsleben in den letzten Jahrzehnten stark gewandelt. Globalisierung, intensiver Wettbewerb und Technologisierung haben dazu geführt, dass es in westlichen Industriestaaten weniger Arbeitsplätze für un- und angelernte Arbeiter gibt, aber mehr Stellen, die ein hohes Qualifikationsniveau erfordern. Dadurch verbleiben junge Menschen länger im Bildungssystem, der Einstieg in das Erwerbsleben verzögert sich und die **Transitionsphase verlängert sich insgesamt** (Konietzka, 2010; Walther, 2006). Der Erwerb höherer Bildungsqualifikationen und die Dynamisierung der Arbeits- und Wirtschaftsstrukturen fordern von jungen Menschen mehr Flexibilität und Mobilität sowie ein hohes Maß an Eigeninitiative und Entscheidungsbereitschaft (Furlong & Cartmel, 2007).

Jungen Menschen in Luxemburg gelingt die Transition in den Arbeitsmarkt im Durchschnitt etwas einfacher als Jugendlichen in anderen europäischen Ländern. Bezogen auf die europäischen Durchschnittswerte sind sie seltener arbeitslos, finden häufiger Jobs, die ihrer Qualifikation entsprechen, und bekommen auch schneller unbefristete Arbeitsverträge. Dies gilt insbesondere für Jugendliche und junge Erwachsene mit mittleren und hohen Bildungsabschlüssen.

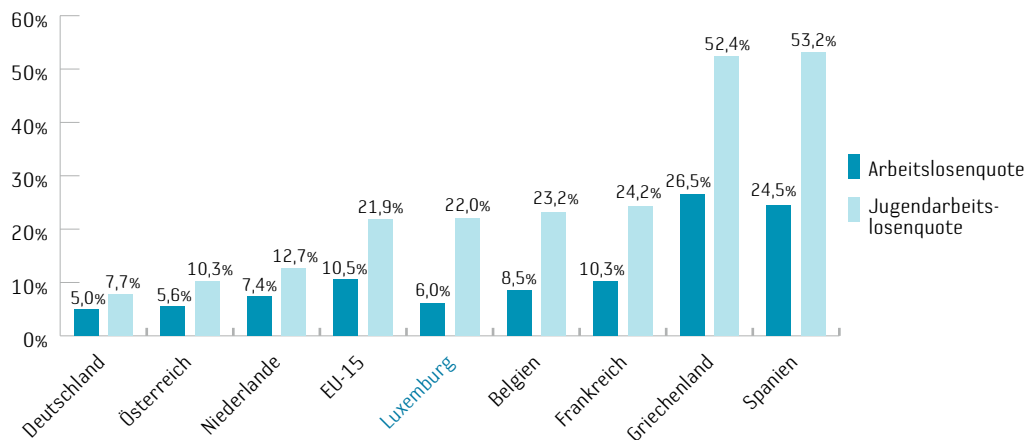
Es gibt jedoch eine Gruppe von jungen Menschen in Luxemburg, die beim Übergang in Arbeit mit teilweise erheblichen Schwierigkeiten konfrontiert ist. Hierzu gehören vor allem **Jugendliche und junge Erwachsene mit einem niedrigen Schulabschluss bzw. ohne Schulabschluss**. Dies sind überdurchschnittlich häufig junge Männer sowie Jugendliche und junge Erwachsene mit einem direkten Migrationshintergrund. Sie sind häufiger arbeitslos, oft von Beginn ihrer Berufskarriere

an mit niedrigeren Chancen auf dem Arbeitsmarkt konfrontiert, befinden sich öfter in atypischen Beschäftigungsverhältnissen (Teilzeitbeschäftigung, Zeitarbeit, befristete Arbeitsverhältnisse) und sind stärker auf staatliche Unterstützungsmaßnahmen angewiesen.

Ein Blick auf die **Jugendarbeitslosenquote** verdeutlicht das Problem: Sie ist in Luxemburg in den letzten 15 Jahren stetig gestiegen und nähert sich dem europäischen Durchschnittswert an. Im Jahr 2014 war in Luxemburg mehr als jeder fünfte auf dem Arbeitsmarkt aktive Jugendliche unter 25 Jahren arbeitslos (22,0%), wohingegen die Arbeitslosenquote der Gesamtbevölkerung nur 6% betrug (siehe Abbildung 3). Der große Unterschied zwischen der Arbeitslosenquote der Gesamtbevölkerung und der Jugendarbeitslosenquote deutet darauf hin, dass der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt für eine Reihe von jungen Menschen in Luxemburg eine kritische Phase darstellt. Dies betrifft insbesondere junge Menschen mit niedrigen Qualifikationen, für die das Risiko, arbeitslos zu werden, besonders hoch ist.

Die Unsicherheiten und Sorgen angesichts drohender Arbeitslosigkeit oder prekärer Beschäftigungsverhältnisse werden von den Jugendlichen und jungen Erwachsenen auch in den Interviews häufig thematisiert. Der Zugang zum Arbeitsmarkt wird vielfach als schwierig eingeschätzt, da Bildungsabschlüsse an Wert verlören, Berufserfahrung von den Arbeitgebern oft vorausgesetzt werde und Arbeitsverträge meist befristet seien. Vor diesem Hintergrund befürchteten viele Jugendliche in Luxemburg, im härter gewordenen Wettbewerb um Stellen den Zugang zu „guten Jobs“ nicht zu finden und den gewohnten hohen Lebensstandard ihrer Eltern nicht mehr erreichen zu können.

Abbildung 3: Verhältnis von Jugendarbeitslosigkeit und Arbeitslosigkeit in ausgewählten europäischen Ländern, 2014



Quelle: Eurostat (2015c), basierend auf Daten der Arbeitskräfteerhebung 2014; Jugendarbeitslosenquote: Unter-25-Jährige

Der hohe Bedarf an Erwerbstätigen in Luxemburg wird seit einigen Jahrzehnten nicht alleine über die Wohnbevölkerung, sondern vor allem auch über Migranten und Grenzpendler aus den Nachbarländern gedeckt. Folge des starken Zustroms von Erwerbstätigen aus der Großregion sowie aus vielen europäischen und außereuropäischen Ländern ist eine starke **Segmentierung des luxemburgischen Arbeitsmarktes nach Qualifikation und Nationalität**. Während Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer Nationalität häufig in technischen oder wissenschaftlichen Berufen arbeiten und

in Verwaltung und Erziehung überrepräsentiert sind, sind junge Erwerbstätige mit portugiesischer Nationalität häufiger als geringqualifizierte Arbeitskräfte beschäftigt und überrepräsentiert im Bausektor, im Einzelhandel und der Gastronomie. Die meisten EU-Ausländer zwischen 15 und 34 Jahren arbeiten in akademischen Berufen, im Finanzdienstleistungs- und im gehobenen Dienstleistungssektor der Privatwirtschaft. Gründe für diese ungleiche Verteilung sind in unterschiedlichen Qualifikationsniveaus, unterschiedlichen Lohnniveaus und Sprachkompetenzen zu sehen.

In den Interviews werden die Grenzgänger und ausländischen Arbeitnehmer von den Jugendlichen daher auch ambivalent gesehen. Während ein Teil der Befragten die Meinung vertritt, dass das Land von diesen profitiere, wird von anderen auf die starke Konkurrenz hingewiesen, durch die sie die eigenen Chancen auf dem Arbeitsmarkt gefährdet sehen.

3.2 EINE TYPOLOGIE VON TRANSITIONSVERLÄUFEN UND BEWÄLTIGUNGSMUSTERN

Mit der Globalisierung der Wirtschaft, der Technologisierung und Digitalisierung von Produktion und Vertrieb und der gesteigerten Rationalisierung als Folge des globalen Wettbewerbs haben sich nicht nur die nationalen Wirtschaftsstrukturen verändert, sondern auch die nationalen Arbeitsmärkte und ihre Anforderungen an die Arbeitnehmer. Die Frauenerwerbsquote ist deutlich angestiegen, der Trend zur Höherqualifizierung hält weiterhin an, und von Arbeitnehmern wird heute eine hohe Flexibilität und Mobilität erwartet. Als eine Folge der beschriebenen Veränderungen hat sich auch die **Phase des Übergangs ins Erwerbsleben individualisiert und diversifiziert**. Obwohl Jugendliche und junge Erwachsene heute mehr Wahlmöglichkeiten und eine höhere Autonomie in ihrer Berufswahl und Biografiegestaltung haben, sind ihre Möglichkeiten und Handlungsstrategien weiterhin stark von der sozialen Herkunft und den strukturellen Rahmenbedingungen beeinflusst (Walther & Stauber, 2013). Der Übergang von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in die Arbeitswelt vollzieht sich entsprechend unterschiedlich schnell und unterschiedlich erfolgreich.

Die qualitativen Interviews mit insgesamt 77 Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg konnten heterogene Verläufe, Rationalitäten und Bewältigungsmuster identifizieren. Sie lassen sich zu **vier Transitionstypen** gruppieren, die sich nicht nur aufgrund ihrer unterschiedlichen Übergänge ins Arbeitsleben, sondern auch hinsichtlich der Handlungsstrategien, Werthaltungen, Perspektiven und Einstellungen der jeweiligen Jugendlichen und jungen Erwachsenen voneinander abgrenzen lassen.

Geradlinige Transition: Junge Erwachsene mit geradliniger Transition haben den Übergang in Arbeit erfolgreich und zügig gemeistert. Zwischen Abschluss der Schule und dauerhafter Beschäftigung liegt meist nur ein kurzer Zeitraum. Unterstützt durch ein Elternhaus mit entsprechendem Interesse am Werdegang der Jugendlichen und bestärkt durch eine positive schulische Laufbahn treffen sie selbstbestimmte Entscheidungen über ihren beruflichen Weg, den sie zielstrebig verfolgen. Der Migrationshintergrund, den etwa jeder Dritte dieses Typs aufweist, wird in der Regel als positive und die eigene Biografie bereichernde Erfahrung gedeutet. Dank überwiegend guter sprachlicher Kompetenzen und eines guten sozialen Netzwerks sehen sich die betreffenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen voll und ganz in die luxemburgische Gesellschaft integriert. Personen mit geradliniger Transition gehen davon aus, ihr Leben selbst bestimmen zu können (hohe Selbstwirksamkeit) und blicken optimistisch in die Zukunft. Sowohl beruflicher Erfolg als auch die persönliche Selbstentfaltung sind ihnen wichtig. Aufgrund ihrer erfolgreichen Integration in den Arbeitsmarkt können sie sich bereits früh einen höheren Lebensstandard leisten.

Alternative Transition: Junge Erwachsene mit alternativer Transition haben den Übergang in Arbeit ebenfalls erfolgreich bewältigt, aber sie haben sich dabei mehr Zeit gelassen und nach eigenen Wegen und zusätzlichen Erfahrungen gesucht. Die Phase des Übergangs erstreckt sich entsprechend über eine längere Zeitspanne. Auch diese Jugendlichen treffen auf der Basis einer starken elterlichen Unterstützung und einer erfolgreichen schulischen Karriere autonome Entscheidungen, die jedoch nicht immer planvoll, sondern häufig spontan erfolgen und gegebenenfalls korrigiert werden. Ihre Werdegänge sind daher von selbst erzeugten Wechseln und Brüchen gekennzeichnet, die aber als Teil der Orientierungssuche und Entscheidungsfindung gesehen und akzeptiert werden. In den meisten Fällen führen sie in eine berufliche Situation, mit der die jungen Menschen zufrieden sind. Persönliche Zufriedenheit und Selbstverwirklichung sind ihnen wichtiger als der berufliche Status. Sie empfinden sich als selbstwirksame Gestalter ihres individuellen Weges. Etwa jeder Dritte der jungen Erwachsenen mit alternativer Transition hat einen Migrationshintergrund. Diese jungen Menschen profitieren zusätzlich von den Erfahrungen einer erfolgreichen sozialen Integration. Trotz oft fehlender beruflicher Sicherheit blicken sie entspannt in die Zukunft, die sie sich bewusst offen lassen möchten. Entsprechend ihrer beruflichen Situation ist ihr Lebensstandard unterschiedlich hoch.

Transition mit Unterstützungsbedarf: Hierunter fallen Jugendliche und junge Erwachsene, die beim Übergang in die Arbeitswelt mit größeren Schwierigkeiten konfrontiert und daher auf Hilfe angewiesen sind. Trotz unterschiedlicher Bemühungen sind sie noch nicht im Erwerbsleben angekommen: Sie sind entweder arbeitslos oder befinden sich in prekären Beschäftigungsverhältnissen. Sie versuchen daher, den Übergang mit externer Unterstützung zu meistern, beispielsweise durch die Teilnahme an einer Arbeitsmarktintegrationsmaßnahme. Die familiären Ressourcen dieser Gruppe sind heterogen: Einige erhalten kaum oder keine familiäre Unterstützung, andere werden in ihrer schwierigen Situation weiterhin von ihren Eltern unterstützt. Unterschiedlich sind auch die schulischen Erfahrungen und Bildungsabschlüsse: Es dominieren zwar junge Menschen mit niedrigem oder fehlendem schulischem Abschluss, aber auch Jugendliche und junge Erwachsene mit Abitur oder Hochschulabschluss sind in dieser Gruppe vertreten. Ihren beruflichen Werdegang beschreiben sie als wenig selbstbestimmt, sondern oft durch fehlende Alternativen bedingt, die zu Übergangs- und Notlösungen führen. Ein Migrationshintergrund, den fast jeder Zweite der Unterstützungsbedürftigen aufweist, wird oftmals als zusätzlich hemmender Faktor erachtet, der sich aus Sicht der Betroffenen in Form von Sprachproblemen, mangelnder Integration und teilweise auch der Erfahrung von Benachteiligung manifestiert. Die bislang nicht erfolgte berufliche Integration wirkt sich bei vielen negativ auf das Selbstkonzept und das Wohlbefinden aus. Mit einer Beschäftigung wird daher vielfach der Wunsch nach Strukturierung des Alltags und sozialer Integration verknüpft. Die Betroffenen setzen große Hoffnung in die externe Unterstützung, blicken oftmals aber auch skeptisch in die Zukunft.

Gescheiterte Transition: Bei einigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen ist ein Übergang in Arbeit in absehbarer Zeit nicht zu erwarten und wird von ihnen selbst auch als eher unwahrscheinlich angesehen. Aufgrund ihrer prekären und stark problembelasteten Gesamtsituation ist ihre Transition zunächst gescheitert. Die Betroffenen haben meist mit vielfältigen Problemen zu kämpfen, die von schwierigen, zum Teil zerrütteten familiären Verhältnissen über Gesundheits- und Drogenprobleme, negative schulische Erfahrungen bis zu Sprach- und Integrationsschwierigkeiten reichen. Die vielfältigen Scheiternserfahrungen in unterschiedlichen Kontexten führen zu massiven Beeinträchtigungen ihres Selbstwertgefühls und ihrer Handlungsfähigkeit; häufig reagieren sie mit Rückzug und Flucht, beispielsweise Schulabbruch, auf die anhaltenden Negativerlebnisse. Entscheidungen über den weiteren beruflichen Weg werden ihnen meist von außen vorgegeben. Die berufliche Perspektivlosigkeit wirkt

sich auf verschiedene Lebensbereiche negativ aus und hat bei vielen gravierende finanzielle Probleme zur Folge. Ihre Einstellung zur Zukunft ist entsprechend pessimistisch, manche haben bereits resigniert. Tabelle 2 stellt die vier Transitionstypen im Überblick dar.

Tabelle 2: Übersicht Typologie von Transitionsverläufen und Bewältigungsmustern

	Geradlinige Transition	Alternative Transition	Transition mit Unterstützungsbedarf	Gescheiterte Transition
Familiäre Ressourcen	<ul style="list-style-type: none"> · positive elterliche Unterstützung · intensiver Austausch 	<ul style="list-style-type: none"> · positive elterliche Unterstützung · starkes Autonomiebestreben, teilweise Konfrontation 	<ul style="list-style-type: none"> · teilweise fehlende Unterstützung · teilweise Unterstützung bei Schwierigkeiten 	<ul style="list-style-type: none"> · kaum elterliche Unterstützung · schwierige familiäre Beziehungen und Verhältnisse
Schulische Laufbahn und Bildungserfolg	<ul style="list-style-type: none"> · mittlerer bis hoher Schulabschluss · überwiegend positive schulische Erfahrungen 	<ul style="list-style-type: none"> · mittlerer bis hoher Schulabschluss · überwiegend positive schulische Erfahrungen 	<ul style="list-style-type: none"> · unterschiedliche Abschlüsse · teilweise negative schulische Erfahrungen 	<ul style="list-style-type: none"> · niedriger oder kein Abschluss, häufig Schulabbruch · massive Negative Erfahrungen
Migrationserfahrungen und Integration	<ul style="list-style-type: none"> · problemlose Integration (hohe Sprachkompetenz, soziale Integration) · positive Erfahrungen 	<ul style="list-style-type: none"> · problemlose Integration (hohe Sprachkompetenz, soziale Integration) · positive Erfahrungen 	<ul style="list-style-type: none"> · Integrations-schwierigkeiten · Sprachprobleme · Gefühl der Benachteiligung 	<ul style="list-style-type: none"> · Integrations-schwierigkeiten · Sprachprobleme · Gefühl der Benachteiligung
Entscheidungen und Handlungen	<ul style="list-style-type: none"> · selbstbestimmt · planvoll, rational · geradlinig, zielstrebig 	<ul style="list-style-type: none"> · selbstbestimmt · ungeplant, spontan · individuell, wechselnd 	<ul style="list-style-type: none"> · Notlösungen, bedingt durch Mangel an Alternativen · oft fremdbestimmte Entscheidungen 	<ul style="list-style-type: none"> · Rückzugstendenzen · Handlungen häufig erst auf Initiative von außen
Werthaltungen und Motive	<ul style="list-style-type: none"> · materialistische (Sicherheit, Karriere) und postmaterialistische Werte (Sinnhaftigkeit) gleichermaßen 	<ul style="list-style-type: none"> · postmaterialistische Werte (Selbstverwirklichung, Zufriedenheit) dominieren 	<ul style="list-style-type: none"> · psychosoziale Motive im Vordergrund (Strukturierung des Alltags, soziale Integration) 	<ul style="list-style-type: none"> · finanzielle Motive überwiegen („Hauptsache Arbeit“) · Verlust von Wertvorstellungen
Selbstwirksamkeit und Attribuierung	<ul style="list-style-type: none"> · hohe Selbstwirksamkeit 	<ul style="list-style-type: none"> · hohe Selbstwirksamkeit 	<ul style="list-style-type: none"> · geringe Selbstwirksamkeit 	<ul style="list-style-type: none"> · geringe Selbstwirksamkeit
Auswirkungen auf andere Lebensbereiche	<ul style="list-style-type: none"> · höherer Lebensstandard · weniger Zeit für andere Lebensbereiche 	<ul style="list-style-type: none"> · fehlende Sicherheiten, aber kaum belastende Auswirkungen · unterschiedlicher Lebensstandard 	<ul style="list-style-type: none"> · Beeinträchtigung der Psyche, der Gesundheit, des Wohlbefindens · finanzielle Sorgen 	<ul style="list-style-type: none"> · gravierende negative Auswirkungen auf alle Lebensbereiche · finanzielle Not
Einstellung in Bezug auf die Zukunft	<ul style="list-style-type: none"> · optimistisch, zuversichtlich 	<ul style="list-style-type: none"> · offen · entspannt 	<ul style="list-style-type: none"> · hoffnungsvoll · skeptisch 	<ul style="list-style-type: none"> · pessimistisch · resignierend

Die Typologie stellt keine abschließende Bewertung der Transition der betroffenen Jugendlichen dar; sie ist vielmehr als biografische Momentaufnahme zu sehen. Die typologische Einordnung auf Basis der individuellen Erfahrungen und Deutungen macht aber Erfolgsfaktoren, Gelingensbedingungen und Hemmnisse für den Übergang Jugendlicher und junger Erwachsener ins Arbeits- und Berufsleben deutlich. Dass sich die Transition in die Arbeitswelt unterschiedlich gestaltet je nach Bildungsweg und Bildungsniveau, ist bereits hinreichend bekannt und wird auch für Luxemburg hier deutlich beschrieben. Überraschend jedoch war, welche große Rolle die **familialen Ressourcen und Unterstützungsleistungen** bei der Bewältigung der Transition spielen. Dies konnte sowohl für diejenigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen nachgewiesen werden, die ihre Transition auf unterschiedlichen Wegen erfolgreich selbst gestalten, als auch für die Gruppen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen, deren Transition sich problematisch gestaltet oder die zum Zeitpunkt der Erhebung als gescheitert anzusehen war. In nahezu allen analysierten Fällen erfolgreicher Transition hat die Familie finanziell, durch Kontakte und Information, durch persönliches Interesse und Unterstützung den Jugendlichen eine wesentliche Hilfestellung gegeben. Und in nahezu allen problematischen Übergangsfällen waren fehlende familiäre Ressourcen und Unterstützungsleistungen oder familiäre Probleme und Konflikte wesentliche Elemente der schwierigen Situation der Jugendlichen.

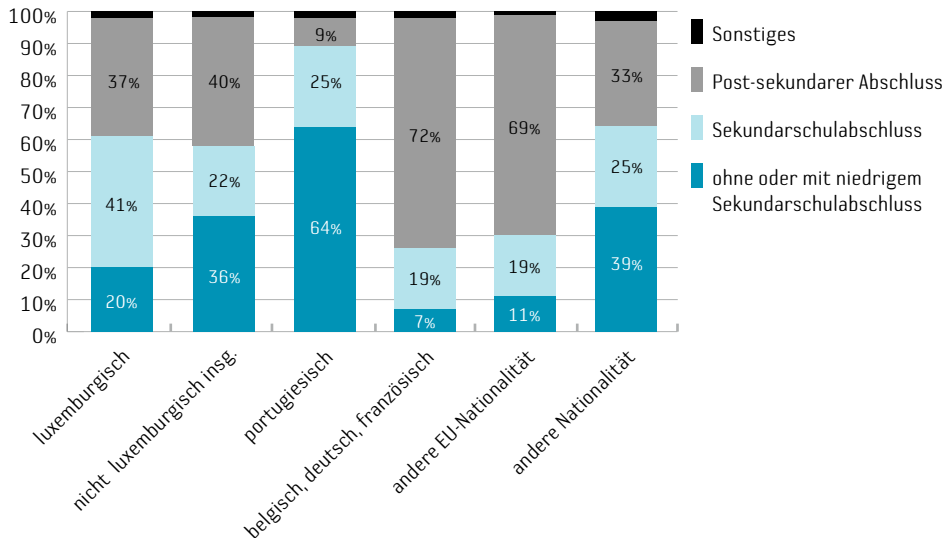
BILDUNG UND SOZIALE HERKUNFT ALS ZENTRALE EINFLUSSFAKTOREN AUF DEN ÜBERGANG IN DEN ARBEITSMARKT

3.3

Insgesamt ist das Bildungsniveau der luxemburgischen Gesamtbevölkerung in den letzten Jahren, ähnlich wie in anderen europäischen Ländern, stark gestiegen. Während somit die Zahl der Personen mit post-sekundärem Abschluss steigt, ist der Anteil derer, die über einen niedrigen Schulabschluss verfügen, in den letzten 15 Jahren eher gesunken (MENJE & UL, 2015). Wie in vielen hochentwickelten Ländern sind Frauen auch im luxemburgischen Bildungssystem mittlerweile erfolgreicher als Männer; sie investieren länger in Bildung und erreichen durchschnittlich höhere Bildungsabschlüsse. Mit der **höheren Bildungsbeteiligung der heutigen Jugendgeneration** geht auch ein längeres Verbleiben im Bildungssystem einher. Im Vergleich zu den Über-65-Jährigen sind die heute 25- bis 34-Jährigen durchschnittlich drei Jahre länger im Bildungssystem; der Übergang in Arbeit erfolgt entsprechend später.

Maßgeblichen Einfluss auf die Bildungschancen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen haben in Luxemburg der **Sprach- sowie Migrationshintergrund** und die **soziale Herkunft**. Eine Differenzierung des Bildungsniveaus nach Migrationshintergrund und Nationalität zeigt große Unterschiede (siehe Abbildung 4): Schüler mit Migrationshintergrund erreichen durchschnittlich niedrigere Bildungsabschlüsse als jene ohne Migrationshintergrund. So haben Jugendliche mit portugiesischer Nationalität oder einer Nicht-EU-Nationalität im Durchschnitt niedrigere Bildungsniveaus als Jugendliche ohne Migrationshintergrund. Bei Jugendlichen mit einer deutschen, französischen, belgischen oder einer anderen EU-Nationalität ist das Bildungsniveau im Vergleich zu jenen mit luxemburgischer Nationalität allerdings deutlich höher.

Zugleich zeigt sich, dass einmal eingeschlagene Bildungswege nur selten nach oben korrigiert werden. Das luxemburgische Bildungssystem ist mit einer Vielzahl an möglichen Bildungswegen zwar sehr ausdifferenziert und stratifiziert, lässt aber intern wenig Aufwärtsmobilität zu (Backes, 2015).

Abbildung 4: Höchster Bildungsabschluss von 25- bis 34-Jährigen nach Nationalität, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=63.719 (umfasst Personen, die sich nicht mehr in (Aus-)Bildung befinden)

Die im Bildungssystem erworbenen formalen Qualifikationen stellen eine wichtige Determinante für die Gestaltung und Bewältigung des Übergangs in den Arbeitsmarkt dar. Während sich der Übergang für einen Großteil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit einem Ausbildungs- oder Hochschulabschluss als zwar angespannt und herausfordernd, letztlich aber als unproblematisch und gut bewältigbar erweist, ist er für Jugendliche und junge Erwachsene, die das Bildungssystem ohne oder mit einem niedrigen Bildungsabschluss verlassen, deutlich schwieriger. Dies gilt besonders für Jugendliche mit Migrationshintergrund, die auch bei vergleichbaren Bildungsabschlüssen häufiger arbeitslos werden. Dabei spielt der Zeitpunkt der Zuwanderung eine wichtige Rolle: je länger der Zeitpunkt der Immigration zurückliegt, desto geringer das Risiko, arbeitslos zu werden.

Des Weiteren belegen die vorgelegten Daten insbesondere die **wichtige unterstützende Rolle der Herkunftsfamilie** für den schulischen Erfolg und den weiteren Transitionsverlauf. Diese Unterstützung kann auf vielfältige Art und Weise erfolgen: finanziell, emotional, als Vorbild und Vermittler bestimmter Berufsbilder, durch die Bereitstellung von Informationen oder informellem Wissen oder durch Zugang zu Netzwerken. Auch wenn viele der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen angeben, von ihren Eltern unterstützt zu werden, weisen die Daten darauf hin, dass Qualität und Umfang der elterlichen Unterstützung bei Jugendlichen mit Transitionsschwierigkeiten oft deutlich geringer sind als bei Gleichaltrigen mit erfolgreichem Verlauf. Vor allem die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit gescheiterter Transition und multiplen Problemlagen kommen häufig aus prekären familiären Verhältnissen, in denen sie früh auf sich allein gestellt waren, wodurch ihnen sozialer Halt und Orientierung und damit auch wichtige psychische Ressourcen fehlen.

DIE BEWERTUNG VON ÜBERGANGSHILFEN AUS DER SICHT DER JUGENDLICHEN

3.4

Der Übergang in die Arbeitswelt ist eine Herausforderung, die von den Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf verschiedene Weise bewältigt wird. Entsprechend der hier zu beobachtenden heterogenen Übergangsverläufe bedarf es auch unterschiedlicher **Hilfs- und Unterstützungsangebote**.

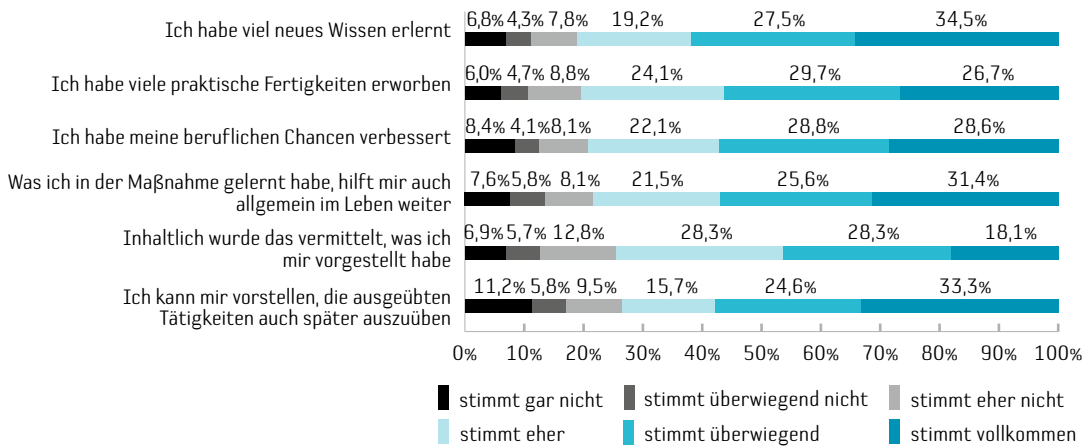
Jugendliche und junge Erwachsene, deren Werdegang geradlinig verlief, meistern die Transition ins Arbeitsleben meist selbstbestimmt und zielstrebig. Sie greifen auf Unterstützung und Informationen ihres familiären und schulischen Umfelds zurück und nutzen diese, um ihren eigenen Weg zu finden; ein Bedarf an über diese vorhandenen Ressourcen hinausgehender Unterstützung besteht in der Regel nicht. Gleiches gilt für Jugendliche und junge Erwachsene, die ihre Transition kreativ und auf Umwegen gemeistert haben; sie verfügen meist ebenfalls über individuelle Ressourcen, die ihnen dabei helfen, den von ihnen gewünschten Weg einzuschlagen und dabei auch Hindernisse und Unsicherheiten zu bewältigen.

Demgegenüber sind Jugendliche und junge Erwachsene, denen die Bewältigung der Transition nicht aus eigener Kraft gelingt, zur Integration in den Arbeitsmarkt auf externe Hilfen angewiesen. Einige von ihnen benötigen Unterstützung in Form von Information, Beratung oder Orientierung, andere brauchen zielgenaue arbeitsmarktintegrierende Maßnahmen, in denen sie beispielsweise fehlende Kompetenzen erwerben und die Berufsreife erlangen können. Diese Jugendlichen und jungen Erwachsenen stellen die zentrale Zielgruppe der Jugend- und Arbeitsmarktpolitik dar.

Die **luxemburgischen Unterstützungsmaßnahmen** zielen insgesamt darauf, Jugendlichen mit Transitionsschwierigkeiten den Übergang in die Arbeitswelt zu erleichtern. Dabei steht freilich oft nicht die direkte Arbeitsmarktintegration im Sinne einer Vertragsvermittlung im Vordergrund, sondern vielmehr die Vermittlung bestimmter Kompetenzen und die damit verbundene Erhaltung oder Erreichung einer Berufsreife. Oftmals fehlt es in den Maßnahmenbeschreibungen an genauen Zielsetzungen; stattdessen werden vielfach vage Ziele wie „Förderung der Integration in den Arbeitsmarkt“ angegeben, die viel Interpretationsspielraum für die tatsächliche Ausgestaltung der Maßnahmen zulassen. Dies erschwert einen passgenauen Zuschnitt von Maßnahmen auf die Bedürfnisse der Jugendlichen einerseits sowie des Arbeitsmarktes andererseits. Auch steht bislang eine vollständige und ständig aktualisierte Auflistung aller Maßnahmen nicht zur Verfügung, was die Orientierung für Arbeitssuchende und auch für die maßnahmen anbietenden Organisationen erschwert.

Insgesamt hat sich die **Anzahl der Maßnahmenteilnehmer** in von der ADEM unterstützten Maßnahmen zwischen 2000 und 2013 mehr als verdoppelt. Die Maßnahme mit der aktuell höchsten Teilnehmerzahl ist der Berufseinführungsvertrag CIE („Contrat d’initiation-emploi“), der allen jungen Menschen unabhängig von ihrem vorherigen Ausbildungs- oder Berufsweg offensteht und den Berufseinstieg durch praktische Erfahrung in privaten und öffentlichen Organisationen erleichtern soll (Chambre des Salariés, 2014).

Die Befragung von insgesamt 1.162 Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die eine oder mehrere dieser Maßnahmen durchlaufen haben, gibt Aufschluss über ihre Erwartungen, Erfahrungen und subjektiven Bewertungen. Der **subjektive Nutzen der Teilnahme** wird von der Mehrheit der Befragten positiv eingeschätzt (siehe Abbildung 5). Sie konnten ihre Stärken und Schwächen erkennen, wurden in Bereichen gefördert, in denen sie Unterstützung brauchten und haben einen Zugewinn an praktischen Kompetenzen sowie an theoretischem Wissen erzielt.

Abbildung 5: Subjektiv empfundener Nutzen von Maßnahmen

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=1.122-1.137

Deutlich wird, dass Alter, Bildungsstand und Sprachkompetenzen einen starken Einfluss auf den subjektiv bewerteten Erfolg einer Maßnahme haben. Den höchsten Nutzen ziehen (den Befunden zufolge) jüngere, niedrig gebildete Teilnehmer. Ältere, höhergebildete junge Erwachsene profitieren demgegenüber weit weniger von den angebotenen Unterstützungsmaßnahmen.

Unterstützungsmaßnahmen werden von den Teilnehmern teilweise als Sackgasse, als Warteschleife oder gar als „reguläre Arbeitssituation“ empfunden. Es zeigt sich, dass sich nicht alle Teilnehmer des Transitionsgedankens der Maßnahmen bewusst sind und sich als „berufstätig“ statt als Maßnahmenteilnehmer betrachten. Dies ist insofern problematisch, als es häufig einen „Locking-in-Effekt“ zur Folge haben kann: die Suche nach alternativen Arbeitsplätzen wird minimiert oder gar eingestellt.

Verbesserungspotenzial besteht vor allem in einem **stärkeren individuellen Zuschnitt der Maßnahmen** im Hinblick auf das Anforderungsniveau. Wichtig erscheint es, die unterschiedlichen Bedürfnisse der Jugendlichen und jungen Erwachsenen zu erkennen und mit passgenauen Angeboten (z. B. individuelles Coaching, Case Management) darauf einzugehen. Die Stärken und Schwächen der jugendlichen Teilnehmer sowie deren Berufsvorstellungen könnten so in den Maßnahmen stärker berücksichtigt werden.

Neue Partnerschaftsmodelle, späte Familiengründung, schwierige Übergänge ins eigenständige Wohnen

4.

Während der Übergang in Arbeit eine zentrale Voraussetzung für die ökonomische Verselbstständigung darstellt, sind die privaten Übergänge wichtige Voraussetzungen für die Loslösung von der Herkunftsfamilie und die damit verbundene soziale Verselbstständigung junger Menschen. In diesem Kontext stellen die **Ablösung vom Elternhaus** und die **Entwicklung der eigenen Identität** wichtige Entwicklungsaufgaben im Jugendalter dar. Zu den zentralen Ereignissen im Bereich der privaten Übergänge gehören das Eingehen einer Partnerbeziehung, der Auszug aus dem Elternhaus und das eigenständige Wohnen sowie die Gründung einer eigenen Familie. Besonders der Übergang in die Elternschaft bringt für Jugendliche und junge Erwachsene neue Herausforderungen mit sich. Es ist aus ihrer Sicht ein Lebensabschnitt, der mehr noch als der Auszug aus dem Elternhaus oder der Einstieg ins Erwerbsleben das Bewusstsein verleiht, erwachsen zu sein (du Bois-Reymond, 2013).

BIOGRAFISCHE VERSCHIEBUNG UND ENTKOPPLUNG VON HEIRAT UND FAMILIENGRÜNDUNG

4.1

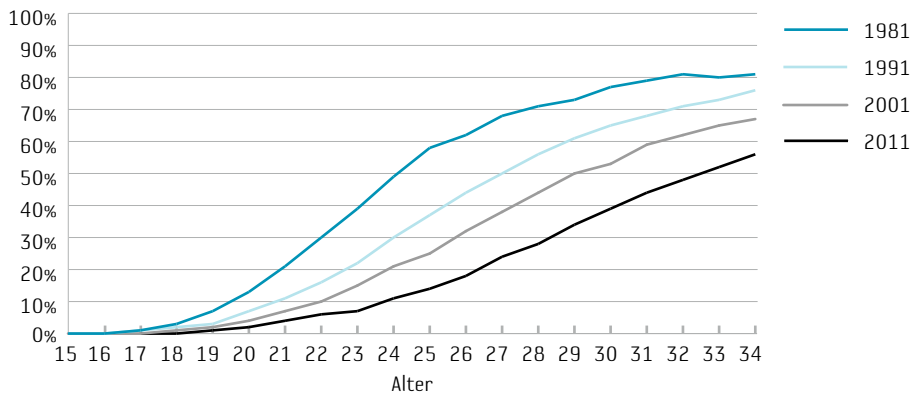
Im Laufe der vergangenen Jahrzehnte haben sich in Luxemburg – ebenso wie in anderen westlichen Gesellschaften – die privaten Übergangereignisse biografisch nach hinten verschoben und voneinander entkoppelt. Als Folge dieser Entkopplung findet man sehr **individuell gestaltete Abfolgen von privaten Übergängen** in der jungen Generation. Während in älteren Alterskohorten der Auszug aus dem Elternhaus und die Eheschließung häufig im gleichen Jahr stattfanden und die geplante Eheschließung Voraussetzung für den Auszug war, sind diese Ereignisse heute wesentlich stärker voneinander getrennt; in der Regel erfolgt der Auszug aus dem Elternhaus heute deutlich vor der Eheschließung. Auch ist die Eheschließung nicht mehr Voraussetzung für Elternschaft. Traditionelle Übergangereignisse können übersprungen werden (so folgt die Heirat heute oft erst nach einer langen Phase des eigenständigen Wohnens und nach der Elternschaft). Zugleich können Übergänge **reversibel verlaufen** (z.B. Wiedereinzug ins Elternhaus nach einer Phase eigenständigen Wohnens, etwa nach dem Studium oder nach einer Trennung).

Diese Entwicklungen sind auch Ausdruck eines tiefgreifenden Wandels sozialer Normen und einer Pluralisierung akzeptierter Lebensformen. Heute mündet der Auszug aus dem Elternhaus häufig in unterschiedlichen „**neuen Lebensformen**“ wie Singlehaushalt, Paarhaushalte mit und ohne Kinder,

gleichgeschlechtliche Partnerschaften, Alleinerziehende oder Patchwork-Familien. Vor allem Nicht-eheliche Lebensgemeinschaften (NEL) sind heute weit verbreitet und eine gesellschaftlich akzeptierte Form der gemeinsamen Haushaltsführung von Paaren. Sie machen insbesondere in den jüngeren Altersgruppen einen hohen Anteil aus. Dagegen ist seit den 1970er Jahren ein deutlicher Rückgang der Eheschließungen in der Altersgruppe der Jugendlichen und jungen Erwachsenen zu verzeichnen; die Zahl der Eheschließungen in Luxemburg gehört heute zu den niedrigsten in Europa (Dommermuth, 2008). Gleichzeitig ist die Zahl der Scheidungen deutlich angestiegen.

Auch der **Zeitpunkt der Eheschließung** hat sich deutlich nach hinten verschoben: das mediane Heiratsalter, d. h. das Alter, zu dem 50% eines Jahrgangs verheiratet sind, liegt 2011 bei 32,7 Jahren und damit mehr als 8 Jahre höher als im Jahr 1981 (siehe Abbildung 6).

Abbildung 6: Anteil verheirateter Personen nach Alter für 1981, 1991, 2001, 2011



Quelle: Zensus 1981-2011; $n(1981)=51.696$; $n(1991)=45.187$; $n(2001)=38.162$; $n(2011)=28.726$

Ehen werden vor allem zwischen dem 25. und 34. Lebensjahr geschlossen: Während lediglich eine Minderheit (13,7%) der 25-Jährigen verheiratet ist, ist der Anteil bei den 34-Jährigen mit 56,2% viermal so hoch. Der Zeitpunkt der Eheschließung ist stark vom Bildungsniveau und von der Nationalität beeinflusst: je niedriger der Bildungsabschluss, desto früher die Heirat; auch Personen mit portugiesischer oder einer Nationalität eines Nicht-EU-Landes heiraten deutlich früher als Personen mit luxemburgischer Nationalität, was freilich nicht in erster Linie auf kulturelle Differenzen verweist, sondern vor allem durch unterschiedliche Bildungswege und unterschiedliche Bildungsniveaus bedingt ist. Bei Frauen ist das durchschnittliche Heiratsalter niedriger als bei Männern.

Gleichwohl stellt in Luxemburg die Familie als Zwei-Generationen-Haushalt mit Kindern weiterhin das vorherrschende Modell für das Erwachsenenleben dar. Das **klassische Familienmodell** gilt als erstrebenswert und hat eine hohe Akzeptanz unter den Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Befragt nach den wichtigsten Zielen im Leben gehört die Familiengründung zu den am häufigsten genannten Antworten junger Menschen (Meyers & Willems, 2008); auch für die überwiegende Mehrheit der Befragten in der qualitativen Studie des Jugendberichtes stellt der Wunsch nach einer festen Partnerschaft und einer eigenen Familie neben Beruf und Arbeit das zentrale Thema des Erwachsenseins dar.

Mit einem Anteil von 48,1% lebt fast die Hälfte der luxemburgischen Bevölkerung in einem Paarhaushalt mit Kindern (Thill, Peltier & Heinz, 2013). Allerdings hat sich die **Familiengründung biografisch**

nach hinten verschoben und erfolgt immer häufiger losgelöst von der Heirat – nur noch etwa drei von fünf Kindern werden ehelich geboren (Statec, 2014). Die Fertilitätsrate (Gesamtfruchtbarkeitsrate) liegt in Luxemburg mit 1,57 im europäischen Durchschnitt (Eurostat, 2013b). Das Durchschnittsalter von Frauen bei der Geburt des ersten Kindes liegt in Luxemburg bei 30 Jahren und damit leicht über dem europäischen Durchschnitt und dem der Nachbarländer. Die biografische Verschiebung der Familiengründung ist vor allem auf die steigende Bildungs- und Erwerbsbeteiligung von Frauen zurückzuführen. Die Mehrzahl der von uns befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen möchte vor dem Kinderwunsch zunächst gute Voraussetzungen hierfür schaffen und daher zuerst eine sichere Arbeitsstelle, geeigneten Wohnraum und generell gute Lebensbedingungen sichern. Junge Menschen unter 25 Jahren haben die Gründung einer Familie daher meist noch nicht konkret geplant.

DIE BEWÄLTIGUNG DES ÜBERGANGS IN EIGENSTÄNDIGES WOHNEN

4.2

Im **Übergang zum eigenständigen Wohnen** stellen die hohen und in den letzten Jahren deutlich angestiegenen Wohnkosten in Luxemburg für viele Jugendliche und junge Erwachsene eine große Hürde und Belastung dar, da sowohl der Kauf als auch die Anmietung von Immobilien teurer geworden sind. Bei denjenigen jungen Menschen, die den Übergang in eine eigenständige Wohnsituation schnell und problemlos bewältigen, handelt es sich überwiegend um Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer Nationalität, die in einem unbefristeten Arbeitsverhältnis stehen und somit über finanzielle Planungssicherheit verfügen. Jugendliche und junge Erwachsene mit befristeten Arbeitsverträgen oder geringerem Einkommen, Studierende oder Arbeitslose haben hingegen größere Schwierigkeiten, Zugang zum regulären Wohnungsmarkt zu finden, insbesondere dann, wenn sie weder einen Wohnungskredit aufnehmen noch finanzielle Unterstützung durch ihre Eltern erhalten können.

Der Zugang zu Wohnraum wird daher in Luxemburg von der überwiegenden Mehrheit der Bevölkerung (86%) als **problematisch wahrgenommen** (De Lanchy & Licheron, 2014) – ein Wert deutlich über dem europäischen Durchschnitt. Ebenso viele Personen schätzen die Bezahlbarkeit von Wohnraum in Luxemburg als schlecht ein (Datensatz Eurobarometer 81.5, 2014). Betroffen von den hohen Wohnkosten sind in erster Linie junge Menschen. Dabei zeigen sich Unterschiede hinsichtlich der Belastung auch nach Nationalität und Familienstand: Ein Blick auf die subjektiv empfundene und objektiv gemessene Überbelastung durch Wohnkosten zeigt übereinstimmend, dass junge Menschen mit ausländischer Nationalität, Alleinerziehende, Arbeitslose und Menschen mit Armutsrisiko den stärksten Belastungen ausgesetzt sind. Mieter sind dabei höher belastet als Wohneigentümer (Eurostat, 2013c).

Zwar sind in den vergangenen Jahren eine Reihe von Angeboten und Unterstützungsleistungen entwickelt worden, um den Erwerb von Eigentum zu erleichtern und das Angebot an Wohnraum zu erhöhen. Im europäischen Vergleich stellt Luxemburg jedoch immer noch einen geringen Anteil (2%) an Sozialwohnungen bzw. subventioniertem Wohnraum zur Verfügung (Pittini & Laino, 2011).

Die **Herausforderungen des luxemburgischen Wohnungsmarktes** verlangen von jungen Menschen Ideen und Strategien, um den Übergang in das eigenständige Wohnen zu gestalten. Der Erwerb einer Immobilie wird oft zunächst zurückgestellt, um zwischenzeitlich mehr Kapital für die Finanzierung einer Immobilie aufzubauen. Eine Möglichkeit zur Überbrückung besteht in der vorübergehenden Anmietung einer kleineren Wohnung. Der Vorteil einer Mietwohnung wird auch in der größeren Flexibilität gesehen. Andere streben frühzeitig den Erwerb von Wohneigentum an, was durch die aktuell niedrigen Finanzierungsraten für Immobilienkredite eher möglich wird, meist aber die finanzielle

Unterstützung durch die Herkunftsfamilie voraussetzt. Eine Vielzahl von Jugendlichen und jungen Erwachsenen berichtet darüber, dass ihre Eltern oder Großeltern sie beim Kauf einer Wohnung oder eines Hauses durch finanzielle Mittel unterstützt haben. Neben der direkten finanziellen Unterstützung gewährt eine etwa ebenso hohe Anzahl von Eltern und Großeltern ihren Kindern bzw. Enkelkindern durch eine Bankbürgschaft eine indirekte finanzielle Hilfe, um die Konditionen der Banken bei der Kreditvergabe zu erfüllen.

Als zentrales **Motiv für den Auszug aus dem Elternhaus** wird von den befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen der Wunsch nach Autonomie und Eigenständigkeit genannt. Oft ist es auch der Wunsch, mit dem Partner zusammenzuziehen und eine eigene Familie zu gründen, oder die Aufnahme einer Arbeit, Ausbildung oder eines Studiums an einem vom ursprünglichen Wohnort weiter entfernten Ort, die den Zeitpunkt des Auszugs bestimmen. In manchen Fällen sind auch familiäre Konflikte ausschlaggebend für den Auszug aus dem Elternhaus.

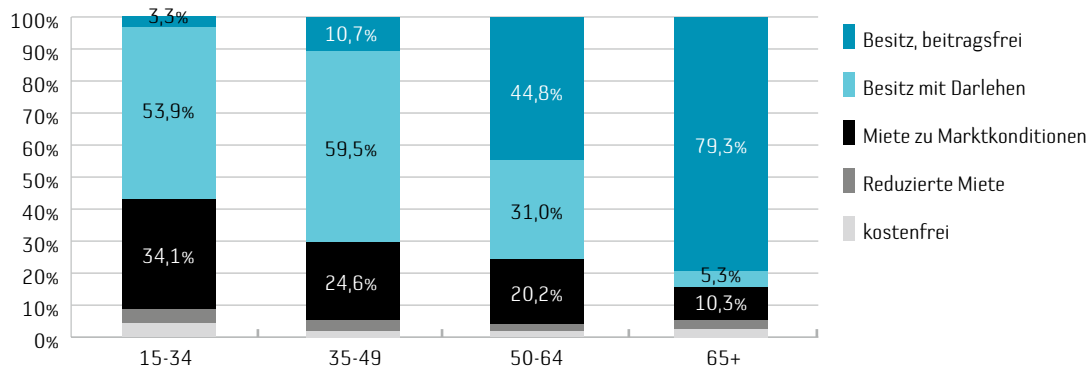
Der **Zeitpunkt des Auszugs aus dem Elternhaus** gestaltet sich unterschiedlich: Während bis zum 18. Lebensjahr noch fast alle jungen Menschen (96%) im gemeinsamen Haushalt mit den Eltern leben, nimmt der Anteil anschließend kontinuierlich ab: im Alter von 25 Jahren wohnen bereits weniger als die Hälfte (44%) noch bei den Eltern, und bei den 30-Jährigen lebt nur noch eine Minderheit (13%) bei den Eltern (Datensatz Zensus 2011). Der Bildungsabschluss beeinflusst in zentraler Weise den Zeitpunkt des Auszugs: Je höher dieser ist, desto später erfolgt der Auszug. Die eigene berufliche Platzierung und finanzielle Stabilität sind in der Regel Voraussetzung für den Auszug. Eine Tendenz hin zu einer Verzögerung des Auszugs junger Menschen etwa als Folge der Wirtschaftskrise und der erhöhten Jugendarbeitslosigkeit zeigt sich nicht.

Auch wenn die Erwerbstätigkeit und der Auszug aus dem Elternhaus eng miteinander verknüpft sind, führt der Berufseinstieg nicht notwendigerweise zum Auszug: ein Teil der berufstätigen jungen Menschen wohnt auch nach dem Berufseinstieg aus unterschiedlichen Gründen weiter im Elternhaus. Von den befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen werden hierfür in erster Linie finanzielle Motive angegeben.

Zudem ist der Auszug aus dem Elternhaus für viele junge Menschen kein unumkehrbarer Übergang. Ein Teil der jungen Erwachsenen kehrt nach einer Zeit im eigenen Haushalt wieder zurück ins Elternhaus. Faktoren, die die Wahrscheinlichkeit einer **Rückkehr ins Elternhaus** erhöhen, sind Trennung oder Scheidung, Arbeitslosigkeit und die Beendigung der Ausbildung bzw. des Studiums. Gerade Studienabsolventen, die aus dem Ausland nach Luxemburg zurückkehren, ziehen häufig vorübergehend wieder bei ihren Eltern ein, bis sich ihre finanzielle Situation gefestigt hat. Viele haben zusätzlich zur Finanzierung ihres Studiums einen Kredit aufgenommen, den sie nun abzahlen müssen. Einige weisen in den Interviews darauf hin, dass die Rückkehr ins Elternhaus durch das Aufeinandertreffen unterschiedlicher Alltagsgewohnheiten und veränderter Rollenverständnisse bei Eltern und erwachsenen Kindern eher konfliktuell ist.

Zum mehrheitlich angestrebten Wohnmodell gehört für die meisten luxemburgischen Jugendlichen und jungen Erwachsenen der Wunsch, **Wohneigentum** zu besitzen. Mit ihren Vorstellungen lehnen sie sich oftmals an das Wohnmodell ihrer Familie an, auch wenn viele befürchten, dass es aufgrund der hohen Immobilienpreise schwer werde, den gleichen Lebensstandard zu erreichen. Mit einem Anteil von 73% lebt die Mehrheit der luxemburgischen Bevölkerung im Wohneigentum (Eurostat, 2013a). Damit liegt der Anteil etwas höher als im europäischen Durchschnitt.

Abbildung 7: Wohnstatus nach Alter, 2013



Quelle: EU-SILC 2013; n(Total)=6.591; n(15-34)=995; n(35-49)=2.264; n(50-64)=2.159; n(65+)=1.173; die Altersgruppe 15-34 umfasst ausschließlich Personen, die nicht bei ihren Eltern wohnen.

Auch in den jüngeren Generationen verfügt ein größerer Anteil bereits über Wohneigentum: 57,2% der Unter-35-Jährigen, die nicht mehr bei den Eltern wohnen, leben in Wohneigentum, 38,6% wohnen zur Miete (siehe Abbildung 7). Wohneigentümer sind dabei vor allem Personen mit luxemburgischer Nationalität (73,1% gegenüber 42,2% bei Ausländern aus einem EU-Land und 47,6% aus einem Nicht-EU-Land). Auch die berufliche Situation beeinflusst den Wohnstatus: Von den jungen Erwachsenen mit einem unbefristeten Arbeitsvertrag lebt ein Anteil von 62% in Wohneigentum, bei Personen mit befristetem Vertrag liegt der Anteil bei lediglich 35% (Datensatz EU-SILC 2013).

Gemessen am EU-Durchschnitt verfügt ein hoher Anteil von jungen Menschen in Luxemburg über eine **hohe Wohnqualität**, wenn man die Wohnfläche pro Person und die Angaben zur Wohnzufriedenheit als Maß zugrunde legt. Der überwiegende Teil der luxemburgischen Bevölkerung (92%) ist mit der eigenen Wohnsituation zufrieden (Datensatz EU-SILC 2013). Es bestehen jedoch große Unterschiede innerhalb der Bevölkerungsgruppen in Bezug auf die Wohnfläche und die Wohnqualität.

DIE BEWERTUNG VON UNTERSTÜTZUNGSANGEBOTEN BEI PROBLEMATISCHEN ÜBERGÄNGEN INS EIGENSTÄNDIGE WOHNEN

4.3

Die luxemburgische Wohnungspolitik ist stark auf die Förderung des Baus von zusätzlichem Wohnraum ausgerichtet (Georges & Urbé, 2012). Mit der Ausweitung des Angebots soll der Preisanstieg gebremst werden, um Wohnraum auch für finanzschwache Bevölkerungsgruppen bezahlbar zu halten. Auch finanzielle Unterstützungen gehen in diese Richtung.

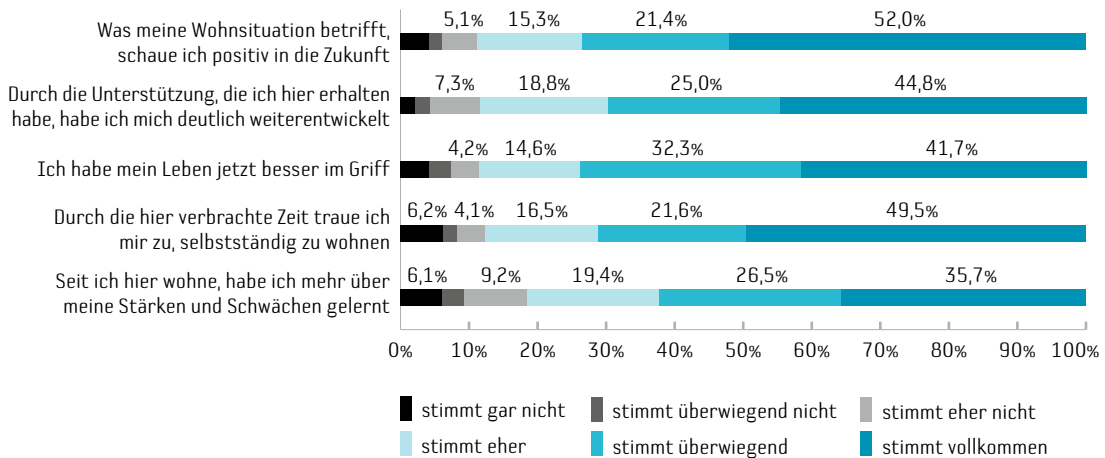
Daneben gibt es eine Reihe von staatlich subventionierten Wohnformen für ganz unterschiedliche Personengruppen, u. a. auch für junge Menschen, die aus unterschiedlichen Gründen nicht mehr bei ihren Eltern leben können und die den Übergang in eigenständiges Wohnen noch nicht allein gestalten können.

Die Befragung von insgesamt 100 Jugendlichen in betreuten Wohnformen (Foyer, betreutes Wohnen, Wohnen mit Ansprechpartner) gibt Aufschluss über deren subjektive Erfahrungen. **Betreute Wohnstrukturen** werden häufiger von jungen Frauen als von jungen Männern in Anspruch genommen; zudem überwiegen Personen mit niedrigem Bildungsabschluss oder technischem Sekundarschulabschluss.

Am häufigsten werden die Angebote von Personen genutzt, die sich bereits früher in einer betreuten Wohnsituation befunden haben (sogenannte „Care Leavers“). Als Motive für die Inanspruchnahme eines betreuten Wohnangebots wurden insbesondere familiäre Konflikte, häufig in Kombination mit individuellen Problemlagen, genannt. Ein Großteil der befragten Jugendlichen hat einen hohen Unterstützungsbedarf.

Die befragten Jugendlichen in den Wohnstrukturen beschreiben weitgehend **positive Effekte und Lernerfahrungen** (siehe Abbildung 8). Die Mehrheit der Bewohner zeigt sich mit ihrer aktuellen Wohnsituation zufrieden. Insbesondere wird die persönliche Unterstützung der Jugendlichen bei der Gestaltung eines eigenständigen Lebens und der beruflichen Laufbahn durchweg positiv bewertet. Negativ wird vor allem von den jüngeren Bewohnern angemerkt, dass ein starres Regelsystem häufig als Kontrolle und zu starke Einschränkung in der Gestaltung des alltäglichen Lebens wahrgenommen wird.

Abbildung 8: Einschätzung der Lernfortschritte in Wohnstrukturen



Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=97-100

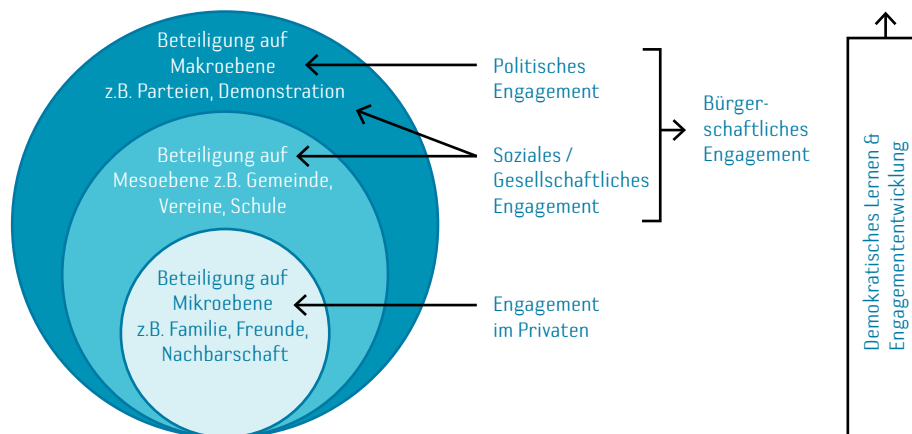
Die insgesamt positiven Bewertungen und der geschilderte Zuwachs an Kompetenzen deuten darauf hin, dass die betreuten Wohnstrukturen ihrer Zielsetzung, die Jugendlichen auf ein eigenständiges Leben vorzubereiten, größtenteils gerecht werden. Auch die Befragten selbst sehen sich durch den Aufenthalt mehrheitlich in die Lage versetzt, selbstständig wohnen zu können. Insgesamt besteht in Luxemburg ein **hoher Bedarf an Wohnstrukturen für Jugendliche und junge Erwachsene**. Das Angebot deckt die Nachfrage derzeit nicht, was teilweise lange Wartezeiten zur Folge hat.

Die Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe in der Transitionsphase 5.

Die Übernahme einer Rolle als verantwortungsvoller Bürger wird als eine wichtige Entwicklungsaufgabe im Jugendalter angesehen (Oerter & Dreher, 2008). Dazu gehört, dass Heranwachsende ein eigenes Normen- und Wertesystem entwickeln und Kompetenzen sowie Verhaltensweisen herausbilden, die die bürgerschaftliche Teilhabe fördern (Hurrelmann & Quenzel, 2012). Die Förderung und Unterstützung des **gesellschaftlichen und politischen Engagements** ist daher in Luxemburg ein zentrales Ziel der Jugendpolitik.

Im Gegensatz zum Übergang in die Arbeitswelt oder den privaten Übergängen gibt es keine abgrenzbaren Transitionsmarker, die eine erfolgreiche Transition zu einer bürgerschaftlichen Identität anzeigen. Bürgerschaftliche Teilhabe (Partizipation) kann sich durch vielfältige Formen der Beteiligung ausdrücken, wie in Abbildung 9 dargestellt wird. Engagement und Beteiligung können auf der **Mikroebene** (Engagement im privaten Kontext), der **Mesoebene** (Engagement in Schule, Verein, Gemeinde) und der **Makroebene** (Gesellschaft, Politik) erfolgen.

Abbildung 9: Modell der bürgerschaftlichen Teilhabe und des bürgerschaftlichen Engagements nach Mikro-, Meso- und Makro-Ebene⁵



Im Mittelpunkt der Analyse stehen die Ressourcen und Motive junger Menschen sowie die Faktoren, die die Entwicklung von gesellschaftlicher und politischer Beteiligung im Jugendalter fördern. Ob und

⁵ in Anlehnung an das sozialökologische Modell von Bronfenbrenner (1981)

wie sich junge Menschen beteiligen, hängt sowohl von individuellen Ressourcen der Jugendlichen ab als auch von den gesellschaftlichen Strukturen und Angeboten.

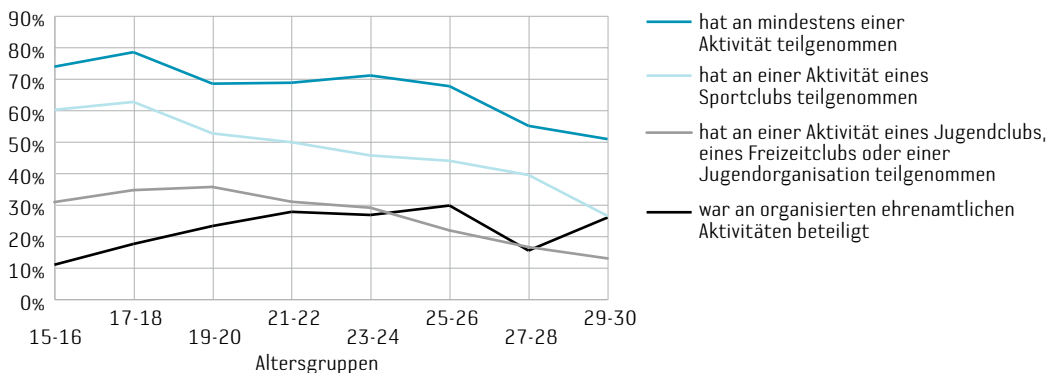
5.1 GESELLSCHAFTLICHES UND POLITISCHES ENGAGEMENT IN LUXEMBURG – TRENDS UND POTENZIALE

Unter **gesellschaftlichem Engagement** werden Tätigkeiten verstanden, bei denen sich Menschen „freiwillig ohne geldliche Entschädigung in einer Aktion im Dienste eines Dritten oder der Gemeinschaft“ engagieren.⁶ In Luxemburg ist gesellschaftliches Engagement von Jugendlichen einerseits in den professionellen Strukturen der offenen Jugendarbeit (z.B. Jugendhäuser, Freiwilligendienste) möglich, andererseits in zivilgesellschaftlichen Strukturen der zahlreichen Vereine und Organisationen. Dabei können die Aktivitäten sehr vielfältigen Bereichen wie Soziales (z.B. Unterstützung von Migranten, freiwillige Feuerwehr), Kultur (z.B. Theater, Musik), Freizeit (z.B. Jugendclubs, Pfadfinder) oder Sport zugeordnet werden.

Empirisch lassen sich zwei Tendenzen feststellen: Im europäischen Vergleich ist Luxemburg eines der Länder, in denen am meisten Jugendliche als Mitglieder in einem Verein angemeldet sind und **an Vereinsaktivitäten teilnehmen**. Der Anteil derjenigen aber, die sich darüber hinaus auch **aktiv in ihrem Verein engagieren**, ist weit geringer (Datensatz Eurobarometer 319a, 2011). In Luxemburg verlieren die Vereine in der Transitionsphase zudem viele junge Mitglieder.

Abbildung 10 verdeutlicht die Veränderungen während der Transitionsphase: Jüngere Heranwachsende, die über mehr Zeit verfügen, sind häufiger in Vereinen oder Organisationen aktiv. Mit zunehmendem Alter und mit Zunahme der Verpflichtungen (Ausbildung/Studium, Arbeit, Familie) nimmt die Mitgliedschaft ab. Nur wenige der Jugendlichen und jungen Erwachsenen übernehmen in dieser Phase mehr Verantwortung in ihrem Verein. Haben sich die Jugendlichen und jungen Erwachsenen irgendwann aber zu einem freiwilligen Engagement entschieden, scheinen auch die privaten Verpflichtungen keinen so großen Einfluss mehr auf das Engagement zu haben.

Abbildung 10: Teilnahme an Vereinsaktivitäten und gesellschaftliches Engagement nach Altersgruppen in Luxemburg



Quelle: Eurobarometer 319a; n=989-1.000

⁶ www.benevolat.public.lu/de/espace-benevole/charte-benevolat/definition-role-principes-fondamentaux/index.html (zuletzt abgerufen am 09.11.2015)

Die Formen **politischen Engagements** werden danach unterteilt, ob sie eher als konventionell oder unkonventionell eingestuft werden können. Während konventionelle Formen politische Entscheidungsprozesse direkt beeinflussen wollen (z. B. Wahlbeteiligung, Parteimitgliedschaft, Ausübung eines politischen Amtes), umfassen die unkonventionellen politischen Beteiligungsformen Aktivitäten, die sich eher auf spezifische politische Anliegen fokussieren und diese auf indirektem Wege beeinflussen. Dazu zählen Aktivitäten wie Petitionen, Demonstrationen, Proteste oder die Teilnahme an sozialen Bewegungen und Bürgerinitiativen. Zusätzlich gibt es längerfristige jugendspezifische Engagementformen in Schüler- und Studentenvertretungen, im Jugendparlament, im Jugendkonvent oder in einem Jugendgemeinderat.

Durch die in Luxemburg bestehende Wahlpflicht ab 18 Jahren für die Bevölkerung mit luxemburgischer Nationalität wird eine **hohe Beteiligung an den demokratischen Prozessen im Land** erreicht. In Bezug auf die weiteren Beteiligungsformen bestätigt sich aber auch für Luxemburg der europäische Trend, dass die jüngeren Generationen die unkonventionellen, themenbasierten und eher jugendspezifischen Formen gegenüber den konventionellen Formen der politischen Beteiligung (z. B. Arbeit in Parteien) vorziehen (Datensatz EQLS 2011). Viele der unkonventionellen politischen Beteiligungsformen sind eher kurzfristig, benötigen weniger Zeit und können oft spontan durchgeführt werden. Das politische Engagement der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg liegt **insgesamt auf einem etwas niedrigeren Niveau als im europäischen Durchschnitt** und scheint sich (im Gegensatz zum gesellschaftlichen Engagement) während der Transition kaum zu verändern.

SOZIALE HERKUNFT, BILDUNG, GESCHLECHT UND MIGRATIONSHERGANG ALS ZENTRALE EINFLUSSFAKTOREN FÜR GESELLSCHAFTLICHES UND POLITISCHES ENGAGEMENT

5.2

Das Ausmaß des gesellschaftlichen und politischen Engagements sowie der Mitgliedschaft in Vereinen fällt nicht für alle Gruppen von Jugendlichen gleich aus. Vielmehr zeigt sich, dass die bürgerschaftliche Teilhabe von verschiedenen Faktoren beeinflusst wird.

Im **gesellschaftlichen Engagement** zeigt sich in Luxemburg ein **großer Unterschied nach Generationenzugehörigkeit**. Das sehr hohe gesellschaftliche Engagement der älteren Generation wird nicht in gleichem Maße von der jüngeren Generation weitergeführt (Datensatz EQLS 2011). Diese Situation ist in Luxemburg deutlicher ausgeprägt als im europäischen Durchschnitt.

Zugleich zeigen sich **deutliche Unterschiede nach sozialer Herkunft, Bildung und Migrationshintergrund**. Nach dem Civic Voluntarism Model von Verba, Schlozman und Brady (1995) wird die Partizipation junger Menschen in hohem Maße von individuell verfügbaren Ressourcen wie Geld, Bildung, Zeit und sozialen Netzwerken beeinflusst. Dies zeigt sich auch in Luxemburg. Engagierte Jugendliche und junge Erwachsene in Luxemburg weisen häufiger ein höheres Bildungsniveau auf, verfügen meist über ein höheres Einkommen und sind mehrheitlich zwischen 15 und 24 Jahren alt – ein Alter, in dem die schulische bzw. berufliche Ausbildung Zeit für ein Engagement lässt. Der überwiegende Teil der Engagierten hat zudem die luxemburgische Nationalität, viele stammen aus Elternhäusern mit hohem Bildungsniveau und hohem Interesse am Engagement. Jugendliche und junge Erwachsene ohne luxemburgische Nationalität sind deutlich unterrepräsentiert – insbesondere jene mit portugiesischer Nationalität. Darüber hinaus sind junge Männer stärker in den Vereinen engagiert als junge Frauen. Auch die vielfältigen Angebote zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe werden fast ausschließlich von Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität genutzt. Die meisten dieser

Jugendlichen sind unter 25 Jahre alt, verfügen über einen hohen Bildungsabschluss und kommen aus einem bürgerlichen Elternhaus; viele von ihnen sind mehrfach engagiert.

Eine Erklärung für die **geringe bürgerschaftliche Teilhabe von Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit ausländischer, insbesondere portugiesischer Nationalität** könnten die von ihnen als wichtiger erachteten Lebensbereiche sein. Sie weisen Familie und Arbeit einen besonders hohen Stellenwert zu, während Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer Nationalität den Stellenwert von Freunden, Freizeit und der eigenen Selbstverwirklichung höher einschätzen. Zugleich spielen jedoch auch unterschiedliche Sprachkompetenzen und die traditionelle Sprachpraxis in den Parteien, Organisationen und Vereinen eine wichtige Rolle.

Bei der **politischen Beteiligung** junger Menschen fallen ebenfalls die **großen Unterschiede zu den Älteren** auf. Das Interesse an der Politik und die Wichtigkeit der Politik im Leben fallen bei jungen Menschen weit niedriger aus als bei älteren Bevölkerungsgruppen. Dies geht jedoch nicht mit einer Ablehnung des demokratischen Systems oder einem Vertrauensverlust in die politischen Institutionen einher.

Während die älteren Kohorten häufiger die konventionellen Formen der politischen Partizipation nutzen, präferieren Jugendliche **unkonventionelle Beteiligungsformen**, die stärker durch punktuelle, an der Themenwelt der Jugendlichen orientierte Aktivitäten gekennzeichnet sind. Auch hier werden aber Unterschiede deutlich: Jugendliche, die sich politisch beteiligen, haben häufiger die luxemburgische Nationalität und sind eher höher gebildet. Ebenso wie beim gesellschaftlichen Engagement zeigen sich auch bei der politischen Partizipation die **männlichen Jugendlichen und jungen Erwachsenen aktiver als die weiblichen**: Junge Frauen sind weniger an Politik interessiert als junge Männer und engagieren sich auch weniger in diesem Bereich.

Die Analyse von Sekundärdaten zeigt zudem, dass die **Herkunftsfamilie** einen großen Einfluss auf die Entwicklung von politischem Interesse und politischen Einstellungen bei Jugendlichen und jungen Erwachsenen hat. Jugendliche sind häufiger selbst an Politik interessiert, wenn sie in Familien aufwachsen, in denen über Politik diskutiert wird. Vor allem diejenigen, die in einer politisch stark interessierten Familie aufgewachsen sind, erwerben bereits früh eine Kompetenz und Sensibilität für politische Fragen und ändern während der Transitionsphase ihr politisches Interesse kaum. Auch **Bildung** beeinflusst wesentlich das Interesse an Politik; so gilt das Wissen über bürgerschaftliche Prozesse als wichtige Voraussetzung für die politische Beteiligung. Hier zeigt sich, dass luxemburgische Schüler im Vergleich zu Schülern aus anderen europäischen Ländern ein eher geringes Wissen aufweisen.

Auffallend ist das oftmals **gering ausgeprägte Interesse an Politik vonseiten der Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit ausländischer Nationalität**. Für das Immigrationsland Luxemburg stellt sich hier die Frage, wie diese Gruppe stärker an den demokratischen Prozessen im Land beteiligt werden kann.

5.3 PERSÖNLICHER NUTZEN UND GEMEINWOHLORIENTIERUNG ALS MOTIVE FÜR EIN ENGAGEMENT

Alle Befunde weisen darauf hin, dass sowohl die soziale Herkunft und die familiären Traditionen als auch bestimmte individuelle Dispositionen der Jugendlichen – etwa ihre Wertvorstellungen, Interessen und Kompetenzen – die bürgerschaftliche Teilhabe begünstigen (siehe auch Verba et al., 1995). Lange Zeit stand bei dem Versuch der Erklärung von sozialem und bürgerschaftlichem Engagement die

Vorstellung im Vordergrund, der Einsatz für solche kollektiven, gemeinschaftlichen Ziele sei nur über entsprechende altruistische, am Gemeinwohl orientierte Motive und Einstellungen der Individuen zu erklären. Inzwischen wurde erkannt, dass auch für soziales Engagement **die Überlegungen einer rationalen Handlungstheorie** gelten, wie sie etwa in der Rational-Choice-Theorie (Diefenbach, 2009) formuliert sind. Demnach wägen Menschen hinsichtlich der von ihnen verfolgten Ziele rational ab, ob und wie sie sich für diese Ziele einsetzen.

Dabei spielen **Wertorientierungen** eine wichtige Rolle. Die heutige Jugendgeneration verfolgt zum Teil andere Wertorientierungen als die älteren Generationen. Jugendliche kombinieren unterschiedliche Werte sehr pragmatisch: sie wollen gleichzeitig materielle Sicherheit erlangen und sich selbst verwirklichen. Familie und Arbeit, aber auch Freunde und Freizeit sind ihnen wichtig. An ihre Freizeitaktivitäten haben sie dabei bestimmte Erwartungen: diese sollen vorrangig der Entspannung, dem Zusammensein mit Freunden und dem Spaßhaben dienen. Diese Erwartungen und der Wunsch nach Selbstverwirklichung leiten auch die engagementbezogenen Aktivitäten der Jugendlichen.

Ein zentraler Anstoß für die Entwicklung des Engagements liegt für viele Jugendliche und junge Erwachsene im eigenen **sozialen Umfeld**. Familie und Freunde spielen dabei gleichermaßen eine wichtige Rolle. Viele junge Menschen sind entweder schon als Kind über ihre Eltern mit einem Verein oder einer Organisation in Berührung gekommen oder durch Peers angesprochen und zum Engagement motiviert worden. Familiäre Traditionen und Vorbilder sowie die soziale Vernetzung können demnach als förderlich für das Engagement angesehen werden.

Die Befragungsdaten zeigen zudem, dass sich Jugendliche und junge Erwachsene aus bestimmten Motiven engagieren. Zum einen führen sie **pragmatisch-utilitaristische Gründe** an und erwarten einen individuellen Nutzen von ihrem Engagement. Dazu gehört nicht nur eine berufliche Verwertbarkeit, sondern auch die persönliche Weiterentwicklung. Auch die soziale Interaktion mit anderen Menschen und die Freude daran sind ein häufiges Motiv. Daneben nutzen einige ein Engagement, um Zeit (etwa bis zur Aufnahme einer beruflichen Tätigkeit oder eines Studiums) zu überbrücken.

Zum anderen führt ein großer Teil der Befragten an, sich für Andere bzw. für das Gemeinwohl und die Gesellschaft engagieren zu wollen und ein **Interesse am Beitrag für die Gesellschaft** zu haben. Für diese Jugendlichen und jungen Erwachsenen steht nicht der eigene Nutzen im Vordergrund, sondern der Wunsch, etwas Positives für andere zu bewirken.

Die Befunde machen deutlich, dass die Engagierten konkrete Vorstellungen von einem bürgerschaftlichen Engagement haben und klare Erwartungen daran formulieren. Ein Engagement ist für die meisten kein Selbstzweck, sondern hat die Erfüllung der vorab definierten Erwartungen zum Ziel.

Die Aussagen vieler junger Menschen in Luxemburg, die aktuell nicht engagiert sind, deuten auf das **Vorhandensein eines größeren Potenzials für bürgerschaftliches Engagement** hin: Mehrfach wurde in den Interviews geäußert, dass ein Engagement derzeit aus unterschiedlichen Gründen nicht möglich sei, für die Zukunft aber durchaus Interesse daran bestehe. Zudem liegt weiteres Potenzial in den ehemals Engagierten, die ihr Engagement während der Ausbildung oder des Studiums aufgeben mussten, von denen viele aber beabsichtigen, dieses später wieder aufzunehmen oder sich in einem anderen Bereich zu engagieren. Auch die vielen Jugendlichen mit Migrationshintergrund, denen oft die Kontakte und Netzwerke fehlen, über die sie für ein Engagement motiviert und mobilisiert werden könnten, stellen ein großes Potenzial dar.

5.4 BILDUNGS- UND LERNEFFEKTE DURCH BÜRGERSCHAFTLICHES ENGAGEMENT

Die Ergebnisse der Interviews sowie der standardisierten Befragung von 454 Jugendlichen und jungen Erwachsenen weisen darauf hin, dass junge Menschen in vielfacher Hinsicht von ihrem Engagement profitieren. Sie erwerben **soziale und personale Kompetenzen** und erweitern **Kenntnisse und Fähigkeiten**, die sowohl für ein Ehrenamt in einem Verein oder einer Organisation wichtig sind als auch beruflich von Nutzen sein können und damit gleichzeitig die Transition ins Arbeitsleben unterstützen. Zudem zeigt sich eine **Weiterentwicklung der Persönlichkeit** hinsichtlich der Einstellungen und Werte, etwa in Bezug auf Toleranz, Aufgeschlossenheit, Interkulturalität und kritisches Denken. Nicht zuletzt trägt ein Engagement durch die Zusammenarbeit mit anderen Menschen für viele zur persönlichen Zufriedenheit und zur stärkeren **Integration in die Gesellschaft** bei. Gesellschaftlich engagierte junge Menschen erwerben auch Kompetenzen, die die bürgerschaftliche Teilhabe und die politische Partizipation generell fördern. Vor allem Jugendliche, die Angebote zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe nutzen, können sich vorstellen, sich zukünftig stärker in die Gesellschaft einzubringen und Verantwortung zu übernehmen.

Die Befragten mit einem Migrationshintergrund betonen darüber hinaus ihr gewachsenes Zutrauen zu aktiver politischer Teilhabe und betrachten ihr Engagement als eigenen Beitrag zu einer gelungenen Integration. Bürgerschaftliches Engagement kann somit einerseits als Ausdruck einer erfolgreichen sozialen Integration betrachtet werden, andererseits aber auch als wertvolle Möglichkeit, die Integration zu fördern und zu verstärken. Aufgrund der genannten **Ungleichheiten in der gesellschaftlichen und politischen Teilhabe junger Menschen** profitiert hiervon derzeit jedoch nur ein vergleichsweise geringer Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Migrationshintergrund.

Insgesamt zeigen die Ergebnisse, dass bürgerschaftliches Engagement auf unterschiedliche Weise **einen Beitrag zur Identitätsentwicklung und zum Erwachsenwerden** leistet. Bürgerschaftliches Engagement unterstützt die Reifungsprozesse junger Menschen und trägt dadurch zu ihrer Entwicklung zu mündigen, verantwortungsvollen und erwachsenen Mitgliedern der Gesellschaft bei. Es stärkt das Selbstbewusstsein, hilft bei der Identitätsbildung und fördert die soziale Integration. Damit ergänzen die non-formalen Lernprozesse im gesellschaftlichen und politischen Engagement den Bildungs- und Erziehungsauftrag der Schulen.

Zwischen Transition und Moratorium, Tradition und Innovation: Vorstellungen Jugendlicher vom Erwachsenwerden und Erwachsensein

6.

ZWISCHEN TRANSITION UND MORATORIUM: JUGENDLICHE ORIENTIERUNGEN AUF DEM WEG ZUM ERWACHSENSEIN

6.1

In den qualitativen Interviews wurden die subjektiven Perspektiven Jugendlicher und junger Erwachsener auf den Übergangsprozess erhoben. Dabei zeigt sich, dass junge Menschen die Transitionsphase nach unterschiedlichen Logiken und Rationalitäten gestalten. Es lassen sich zwei idealtypische Orientierungen unterscheiden, die in der Jugendforschung mit den Konzepten „Jugend als Transition“ und „Jugend als Moratorium“ beschrieben werden (Zinnecker, 1991; Reinders & Wild, 2003; Reinders & Butz, 2001).

Jugend als Transition versteht die Jugendphase als Phase zwischen Kindheit und Erwachsenenstatus und zielt auf die dabei stattfindende Vorbereitung auf das spätere Leben und somit auf die Übernahme der Rolle eines vollwertigen Mitglieds der Gesellschaft ab. Den Jugendlichen wird zwar eine aktive Rolle bei der Gestaltung der Entwicklungsaufgaben eingeräumt, gleichzeitig wird ihr Handeln aber wesentlich von den gesellschaftlichen Anforderungen beeinflusst. Aus der Perspektive des Transitions-Ansatzes dient das Jugendalter in erster Linie der Ausbildung von Einstellungen und Fähigkeiten, die für die Übernahme von „Erwachsenenrollen“ benötigt werden (Reinders & Wild, 2003). Der **Moratoriums-Ansatz** hingegen versteht Jugend als eigenständige Lebensphase, die sich durch das Ausbilden eigener Lebenswege kennzeichnet, innerhalb derer sich „spezifische soziale Lebensweisen, kulturelle Formen und politisch-gesellschaftliche Orientierungsmuster entfalten“ (Reinders & Butz, 2001). Nach diesem Verständnis wird die Jugendphase als Entwicklungsabschnitt mit eigenem Wert jenseits ihrer Vorbereitungsfunktion auf das Berufs- und Erwachsenenleben erlebt.

Auch in der hier vorgelegten Studie lässt sich die Sicht der Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf den Übergangsprozess auf einem Kontinuum zwischen diesen beiden Polen darstellen. Viele Befragte möchten den Erwachsenenstatus möglichst schnell erreichen und nehmen die **Transitionsphase als Übergangsphase** wahr, die sie möglichst schnell hinter sich lassen wollen. Sie sind stark **zukunftsorientiert** und wünschen sich so bald als möglich eine Arbeit, finanzielle Sicherheit, Stabilität und Eigenständigkeit.

Andere Jugendliche dehnen die Zeit des Erwachsenwerdens bewusst aus und nutzen diese, um möglichst viel zu lernen und viele Erfahrungen zu sammeln. Sie haben es nicht eilig, erwachsen zu werden, sondern leben stärker **gegenwartsorientiert** und oftmals länger in finanzieller Abhängigkeit von ihren Eltern. Für sie hat die **Transitionsphase eine eigene Bedeutung**. Charakteristisch für diese Jugendlichen und jungen Erwachsenen ist eine eher postmaterialistische Einstellung: persönliche Entfaltung, Freizeit und Wohlbefinden stehen gegenüber Werten der materiellen Sicherheit, Leistung, Beruf und Karriere deutlich im Vordergrund.

Neben diesen beiden idealtypischen Orientierungen finden sich in der Stichprobe auch zahlreiche Mischformen sowie Fälle, in denen sich die ursprünglichen Ziele und Pläne nicht wie vorgesehen realisieren ließen. So mussten einige Jugendliche aufgrund von **kritischen Lebensereignissen** wie Schulabbruch, Arbeitslosigkeit, Tod oder Krankheit eines Elternteils oder frühe Elternschaft ihre Lebenspläne ändern und sich reorganisieren. Solche „critical moments“ (Thomson et al., 2002) können nicht nur die Lebenspläne, sondern auch die Identität eines Menschen nachhaltig beeinflussen. Sie konfrontieren die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Herausforderungen, deren Bewältigung ihnen viel abverlangt. Während manche von starken Belastungen bis hin zu psychischen Problemen berichten, stellen andere positive Entwicklungs- und Reifeprozesse nach der erfolgreichen Bewältigung dieses kritischen Ereignisses bei sich fest. Wie sich die kritischen Lebensereignisse langfristig auf die Transition und den weiteren Werdegang der jungen Menschen auswirken, hängt wesentlich von ihrem Bewältigungsverhalten sowie den zur Verfügung stehenden Ressourcen ab.

6.2 VORSTELLUNGEN JUGENDLICHER VOM ERWACHSENSEIN

Jugendliche und junge Erwachsene gestalten ihren Weg zum Erwachsenwerden nicht nur unterschiedlich, sondern sie haben auch **unterschiedliche Vorstellungen**, was Erwachsensein für sie ausmacht. Von all unseren Befragten im Alter zwischen 15 und 34 Jahren ist nur etwa ein Viertel der Ansicht, die eigene Transition bereits abgeschlossen zu haben; letzteres trifft vor allem auf die 30- bis 34-Jährigen in der Stichprobe zu. Alle übrigen Befragten sehen sich noch in der Übergangsphase zum Erwachsensein. Der auf den ersten Blick überraschende Befund, dass sich die deutliche Mehrheit der Befragten noch nicht vollständig als erwachsen sieht, lässt sich erklären durch ihren aktuellen Status in der Transition und die subjektiven Vorstellungen, die sie vom Erwachsensein haben. Die Daten zeigen, dass Erwachsenwerden eine sehr individuelle Erfahrung ist, die zu unterschiedlichen Zeitpunkten und aufgrund unterschiedlicher Erfahrungen bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen einsetzt. Die **klassischen Transitionsmarker** spielen dabei für viele Befragte eine wichtige Rolle.

Ein gesichertes Beschäftigungsverhältnis, eine eigenständige Wohnsituation und die Gründung einer eigenen Familie haben bei jungen Menschen in Luxemburg nach wie vor einen hohen Stellenwert und werden von der Mehrheit als Indikatoren für einen gelungenen Übergang zum Erwachsenen angesehen.

Für viele der Befragten aber reichen diese traditionellen Marker nicht aus, um von Erwachsensein zu reden. Sie verbinden mit dem Erwachsensein vielmehr auch die damit einhergehenden **Veränderungen der Lebensführung, der inneren Einstellung und Reife** (u.a. Selbstständigkeit, Unabhängigkeit, Verantwortungsübernahme).

Ein Teil der Jugendlichen distanziert sich auch bewusst von den traditionell vorherrschenden Erwachsenennormen und -vorstellungen: sie reklamieren für sich selbst, erwachsen zu sein, auch wenn sie bestimmte Transitionsmarker noch nicht erreicht haben und teilweise auch gar nicht anstreben.

Stattdessen entfalten sie **alternative Vorstellungen vom Erwachsensein** unabhängig von den klassischen Transitionsmarkern und wehren sich damit auch gegen den wahrgenommenen Konformitätsdruck in der Gesellschaft.

Für wiederum andere ist das Erwachsensein eine eher **ambivalente Erfahrung**. Sie wollen zwar erwachsen sein in dem Sinne, dass sie autonom und unabhängig sind, wollen sich gleichzeitig aber die positiven Aspekte der Jugend bewahren. Sie versuchen daher, Erwachsen- und Jungsein in Einklang zu bringen. Der Erwachsenenstatus wird hier zum Teil negativ konnotiert (Ernsthaftigkeit, Langeweile), weshalb manche gar nicht unbedingt als „erwachsen“ gelten bzw. alle Facetten des Erwachsenseins übernehmen wollen.

Diese unterschiedlichen Vorstellungen und Perspektiven verdeutlichen, warum Jugendliche den Erwachsenenstatus unterschiedlich schnell anstreben und die Transitionsphase unterschiedlich gestalten.

PERSPEKTIVEN UND TRANSITIONSERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

6.3

Für Jugendliche und junge Erwachsene mit einer Behinderung stellt der Übergang zum Erwachsenenstatus im Vergleich zu ihren Altersgenossen ohne Behinderung eine ungleich größere Herausforderung dar. Darüber gibt eine qualitative Studie Aufschluss, die im Rahmen des Jugendberichtes mit 51 jungen Menschen, die mit einer Behinderung leben, durchgeführt wurde. Diese stellen sich den gleichen Entwicklungsaufgaben wie junge Menschen ohne Behinderung. Deren Bewältigung wird aber nicht nur durch die motorische, geistige oder psychische Beeinträchtigung zum Teil deutlich erschwert, sondern auch durch Abwertungen und Stigmatisierungen durch andere Menschen. Der Umgang mit der Behinderung sowie mit Ausgrenzungserfahrungen stellt für alle Betroffenen daher **zusätzliche Entwicklungsaufgaben** dar, die die Bewältigung der Transition erschweren. Von solchen Erfahrungen ist häufig schon die schulische Laufbahn geprägt. Trotz positiver Entwicklungen der Inklusion und gelungener Integration berichten Befragte auch von Ausgrenzungserfahrungen und Stigmatisierungen. Gegen diese Stigmatisierungen versuchen sich die Betroffenen zu immunisieren und das eigene Selbstwertgefühl zu stärken. In den Aussagen der Befragten zeigen sich übereinstimmend der Wille und die Entschlossenheit, das eigene Leben positiv zu gestalten. Sie wünschen sich, als „normale“ Menschen angesprochen und respektiert zu werden.

Die grundlegenden Vorstellungen und Wünsche hinsichtlich des Erwachsenwerdens und Erwachsenseins unterscheiden sich bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Behinderung kaum von denen ihrer Altersgenossen ohne Behinderung. Auch für sie bedeutet Erwachsensein in erster Linie finanzielle, emotionale und soziale Unabhängigkeit und Autonomie. Dennoch ist offensichtlich, dass ihnen der **Übergang zum selbstbestimmten, eigenständigen Erwachsenenleben schwerer fällt**: Lediglich jeder siebte Befragte hat eine Stelle auf dem ersten Arbeitsmarkt erhalten, und jeder Zweite wohnt noch bei den Eltern.

Erschwerend kommt hinzu, dass das Autonomiebestreben junger Menschen mit Behinderung von der Gesellschaft und von der Familie nicht immer ausreichend gefördert wird. Das geringe Zutrauen in deren Fähigkeiten und die oftmals vorhandene Tendenz der Eltern und der professionellen Institutionen, den autonomen Entscheidungsspielraum der jungen Menschen aus Fürsorge einzuengen, behindern teilweise den Übergang in ein eigenständiges Wohnen und Leben. Zudem beeinträchtigen die gesellschaftlichen Rahmenbedingungen, etwa die teilweise nicht behindertengerecht gestalteten Arbeits- und

Freizeitbereiche und die wenigen Begegnungsstätten mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen ohne Behinderung, die angestrebte Inklusion in die Gesellschaft.

Auch wenn die in der Regel von Behindertenorganisationen geleistete Betreuung und Begleitung von den betreffenden jungen Menschen positiv bewertet werden: Von einer umfassenden Integration und Partizipation am gesellschaftlichen Leben kann nach ihren Erfahrungen nur bedingt gesprochen werden. Trotz vielfältiger Bemühungen und Verbesserungen im Zuge der UN-Behindertenrechtskonvention ist das **Ziel der Inklusion aus Sicht vieler Jugendlicher bislang nicht erreicht**. Es bedarf also weiterer Anstrengungen, um jungen Menschen mit Behinderung den Übergang in ein möglichst autonomes Leben zu ermöglichen. Die Befragten selbst äußern Wünsche wie barrierefreien Zugang zu öffentlichen Einrichtungen und Plätzen sowie Aufklärungskampagnen, um mehr Verständnis und Respekt von Mitmenschen ohne Behinderung entgegengebracht zu bekommen. Der Ausbau inklusiver Begegnungsstätten, der Abbau von Vorurteilen und Stigmatisierungen, die Förderung der Arbeitsmarktfähigkeit und vor allem die gesellschaftliche Anerkennung des Autonomiebestrebens von Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Behinderung könnten die Bewältigung ihrer Transition zum Erwachsensein erheblich erleichtern.

Empirische Trends und zentrale Einflussfaktoren der Transition ins Erwachsenenalter – eine Synopse

7.

Die Phase des Übergangs vom Jugend- zum Erwachsenenalter hat sich in den vergangenen Jahrzehnten stark verändert. Sie erstreckt sich im Vergleich zu früher über einen längeren Zeitraum und ist weniger strukturiert und standardisiert. Die Übergänge in den verschiedenen Bereichen beeinflussen sich zwar gegenseitig, sind aber weder zeitlich noch normativ miteinander verkoppelt. Dementsprechend zeigen sich heute erhebliche Unterschiede in der Reihenfolge der Übergänge in die Arbeitswelt, im privaten Bereich und der Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe. Deutlich wurde in den einzelnen Kapiteln zudem, dass die unterschiedlichen Transitionsverläufe von Jugendlichen und jungen Erwachsenen insbesondere durch Bildung, soziale Herkunft, Nationalität, Geschlecht und die zur Verfügung stehenden Ressourcen erklärt werden können.

DIE VERLÄNGERUNG DER TRANSITIONSPHASE UND DIE BIOGRAFISCHE VERSCHIEBUNG DER AUFNAHME EINER ARBEIT UND DER GRÜNDUNG EINER FAMILIE

In den vergangenen Jahrzehnten ist in Luxemburg wie in den meisten westlichen Gesellschaften eine deutliche Verlängerung der Transition vom Jugendlichen zum Erwachsenen festzustellen. Sichtbar wird diese Verlängerung an den immer später erfolgenden Transitionen in den zentralen Übergangsbereichen: die Aufnahme einer Erwerbsarbeit, das Eingehen einer Ehe und die Gründung einer Familie erfolgen heute deutlich später als noch vor wenigen Jahrzehnten.

Die Verlängerung der Transitionsphase geht in der Regel darauf zurück, dass junge Menschen heute mehr in Bildung investieren müssen und daher eine längere Zeit im Bildungssystem verbringen, bevor sie auf Arbeitssuche gehen. Zugleich gestaltet sich der Eintritt in den Arbeitsmarkt heute problematischer: Praktika, befristete Arbeitsverträge, Teilzeitverträge, wiederholte Arbeitslosigkeit kennzeichnen diesen Übergang und führen zu einer Verlängerung der Transition in Arbeit. Mit dem dadurch bedingten späteren Erwerbseinstieg hängen auch die zeitlichen Verschiebungen in den privaten Bereichen zusammen: Sicherheit im beruflichen (und damit auch finanziellen) Bereich sind für viele junge Menschen nach wie vor Voraussetzung für den Erwerb einer Immobilie und die Gründung einer eigenen Familie. Hinzu kommt, dass die traditionellen Transitionsmarker zum Erwachsenenstatus nicht mehr für alle Jugendlichen von Bedeutung sind und normativen Charakter haben. Wenngleich ein Großteil diese Übergangsergebnisse anstrebt und als wichtige Stationen auf dem eigenen Lebensweg erachtet, wird

die Transitionsphase von vielen auch als Phase des Ausprobierens, der Selbstverwirklichung und der Entfaltung eigener Lebensvorstellungen gesehen.

DIE DESTANDARDISIERUNG UND DIVERSITÄT VON ÜBERGÄNGEN UND VERLAUFSMUSTERN

Als Folge der Individualisierung und gesellschaftlichen Differenzierung (Beck & Beck-Gernsheim, 1994) gibt es heute eine hohe Wahlfreiheit bei biografischen Entscheidungen und eine Vielzahl möglicher Wege ins Erwachsenenalter. Traditionelle Muster verlieren an Bedeutung, individualisierte Übergänge nehmen zu. Die größere Entscheidungsfreiheit bedingt aber gleichzeitig auch einen Zwang zur Entscheidung und ist damit auch mit größeren Unsicherheiten und Risiken verbunden. Welche Folgen einzelne Entscheidungen für die individuelle Biografie haben können, ist für Jugendliche oft nur schwer zu überschauen.

Während ein Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen die Wahlfreiheit zu nutzen weiß – etwa indem sie sich bewusst für einen bestimmten beruflichen Weg entscheiden –, geht dies für andere nicht ohne Unsicherheit, Krisen und Ängste vonstatten. Inwiefern junge Menschen die Freiheiten zu nutzen wissen und mit den damit verbundenen Anforderungen kompetent umgehen können, hängt einerseits von den persönlichen Ressourcen (u. a. kognitive Fähigkeiten, soziale Kompetenzen, Selbstwirksamkeit) ab, andererseits von der Unterstützung aus dem sozialen Umfeld (Familie, Freunde).

DIE ENTKOPPLUNG UND REVERSIBILITÄT VON ÜBERGANGSEREIGNISSEN

Die Transitionen in den verschiedenen Übergangsbereichen sind nicht unabhängig voneinander, sondern bedingen sich teilweise gegenseitig. So stellt ein erfolgreicher Übergang in die Arbeitswelt für einen großen Teil junger Menschen die Voraussetzung für eigenständiges Wohnen oder die Gründung einer eigenen Familie dar. Gleichzeitig sind diese unterschiedlichen Transitionereignisse, die den Übergang ins Erwachsenenalter markieren, zeitlich voneinander entkoppelt: Im Gegensatz zu früher, als gesellschaftliche Normen und Konventionen etwa den Auszug aus dem Elternhaus erst bei bevorstehender Eheschließung vorsahen oder die Elternschaft nicht unabhängig von der Eheschließung gesehen werden konnte, liegen verschiedene private Übergangereignisse heute oft zeitlich weit auseinander: So erfolgt der Auszug aus dem Elternhaus in der Regel deutlich vor einer Eheschließung oder der Gründung einer Familie.

Des Weiteren kann der Übergang in einem Lebensbereich bereits erfolgreich abgeschlossen sein, während die Transition in anderen Bereichen noch nicht begonnen hat (z.B. erwerbstätige junge Erwachsene, die noch bei ihren Eltern wohnen).

Zudem können einmal erfolgte Übergänge nicht als für immer abgeschlossen gelten; sie verlaufen vielmehr immer häufiger auch reversibel. Beispielhaft hierfür ist die Situation der Akademiker, die nach einer Phase des eigenständigen Wohnens während des Studiums wieder zurück zu ihren Eltern ziehen. Auch kann der Verlust der Arbeitsstelle oder eine Scheidung dazu führen, dass junge Menschen wieder ihr eigenständiges Wohnen aufgeben müssen und zurück zu ihren Eltern ziehen.

DIE HOHE BEDEUTUNG FAMILIALER UNTERSTÜTZUNG FÜR DIE BEWÄLTIGUNG DES ÜBERGANGS

Unsere Befunde verweisen übereinstimmend auf die hohe Bedeutung der elterlichen Unterstützung für eine positive Bewältigung der Transition. Bei Jugendlichen, die mit Problemen in der Transitionsphase konfrontiert sind, fehlt diese Unterstützung häufig. Individuelle Problemlagen und ein fehlendes soziales Netzwerk führen dann oft zu unterstützungsbedürftigen oder gar gescheiterten Transitionsverläufen. Demgegenüber können Jugendliche mit zugewandten und unterstützenden Eltern nicht nur auf deren finanzielle Hilfe, sondern auch auf deren Erfahrung, Wissen und psychischen Rückhalt zählen. Dies wirkt sich nicht erst beim Übergang ins Erwachsenenalter aus, sondern spielt bereits in der Schulzeit eine entscheidende Rolle.

Auch beim Übergang in eigenständiges Wohnen ist die Unterstützung der Familie ein wichtiger Faktor. Angesichts der hohen Immobilienpreise in Luxemburg sind die meisten Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf die Hilfe ihrer Eltern angewiesen. Jedoch verfügen nicht alle Eltern über die Möglichkeit, ihre Kinder finanziell zu unterstützen oder ihnen Wohnraum zur Verfügung zu stellen.

Der Einfluss der Herkunftsfamilie wird besonders bei der Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe deutlich: Jugendliche, die in einer politisch interessierten und engagierten Familie aufwachsen, zeigen auch selbst häufiger Interesse an Politik und entwickeln eher eigenes politisches und gesellschaftliches Engagement. Eltern sind nicht nur wichtige Rollenvorbilder, sondern fördern auch oftmals gezielt das Engagement ihrer Kinder.

Jugendliche, die nicht auf die Unterstützung und das Vorbild ihrer Eltern zurückgreifen können, sind in weiten Teilen benachteiligt. Mit außerfamilialen Unterstützungsangeboten wird versucht, diese Benachteiligungen zu kompensieren, sie können jedoch die familiäre Unterstützung nicht vollständig ersetzen.

DIE UNTERSCHIEDLICHEN TRANSITIONSVERLÄUFE VON JUNGEN FRAUEN UND JUNGEN MÄNNERN

Die Lebensläufe von jungen Männern und jungen Frauen haben sich in den vergangenen Jahrzehnten einander angeglichen, insbesondere was die Ausgestaltung der Bildungswege und der beruflichen Tätigkeit angeht. Während die „Institutionalisierung des Lebenslaufes“ (Kohli, 1985) ursprünglich vor allem für die arbeitsdominierte Biografie der Männer galt, erfolgte hier inzwischen eine Angleichung der Frauen an die Männer. Frauen sind im Vergleich zu früher zu deutlich höheren Anteilen erwerbstätig und kehren nach der Geburt der Kinder früher und häufiger wieder ins Erwerbsleben zurück.

Dennoch zeigen sich auch Unterschiede in der Transition zwischen den Geschlechtern. Junge Frauen erreichen im Durchschnitt höhere Bildungsabschlüsse als junge Männer und verfügen öfter über einen Hochschulabschluss; entsprechend verbleiben sie länger im Bildungssystem. Frauen ziehen früher in eine eigenständige Wohnsituation, während junge Männer häufig länger im Elternhaus wohnen bleiben. Allerdings leisten Frauen auch heute noch einen größeren Anteil der privaten Erziehungs- und Betreuungsarbeiten, was dazu führt, dass mehr Frauen die Doppelbelastung durch Reduzierung ihrer beruflichen Tätigkeit (Teilzeitarbeit) zu bewältigen suchen.

In Bezug auf die gesellschaftliche und politische Beteiligung zeigen sich jedoch die männlichen Jugendlichen und jungen Erwachsenen aktiver: Mädchen und junge Frauen sind weniger an Politik interessiert als ihre männlichen Altersgenossen und engagieren sich auch weniger in Vereinen und zivilgesellschaftlichen Organisationen.

DER EINFLUSS VON NATIONALITÄT UND MIGRATION AUF DIE TRANSITION

In allen Übergangsbereichen wurden deutliche Unterschiede in der Bewältigung der Transition zwischen jungen Menschen luxemburgischer und ausländischer Herkunft deutlich. Wenngleich die Befunde differenziert zu betrachten sind, lässt sich festhalten, dass Jugendliche und junge Erwachsene ohne luxemburgische Nationalität im Durchschnitt niedrigere Bildungsabschlüsse erreichen als jene mit luxemburgischer Nationalität. Da häufig noch mangelnde sprachliche Kompetenzen und fehlende soziale Netzwerke hinzukommen, werden bereits früh die Weichen für die berufliche Zukunft vieler Jugendlicher mit Migrationshintergrund gestellt: Entsprechend finden sich junge Menschen mit Migrationshintergrund überproportional häufig in Berufen mit geringen Qualifikationsanforderungen wieder, sind häufiger von Arbeitslosigkeit betroffen und müssen häufiger auf die Hilfe von Maßnahmen zur Bewältigung der Transition zurückgreifen.

Auffallend sind darüber hinaus das geringe politische Interesse von Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit ausländischer Nationalität, sowie deren geringere gesellschaftliche und politische Beteiligung. Aus der starken Integrationskraft eines freiwilligen Engagements ziehen junge Menschen mit Migrationshintergrund somit nur selten Nutzen.

Daneben zeigen die Daten aber auch eine Vielzahl von hoch qualifizierten, beruflich erfolgreichen und bestens integrierten Immigranten, die jedoch häufiger aus der zweiten Migrantengeneration entstammen und vielfach aus anderen EU-Ländern kommen.

DER BEITRAG UND DIE GRENZEN DER UNTERSTÜTZUNGSANGEBOTE

Das vorhandene Angebot an Maßnahmen zur Unterstützung der Transition in unterschiedlichen Bereichen stellt für viele Jugendliche und junge Erwachsene eine wichtige Hilfe zur Bewältigung des Übergangs dar. Dies belegen die überwiegend positiven Rückmeldungen der Teilnehmer.

Für den Bereich der Arbeitsintegrationsmaßnahmen hat sich gezeigt, dass der überwiegende Teil der Maßnahmenteilnehmer den Wissens- und Kompetenzzuwachs, die persönliche Weiterentwicklung und die Verbesserung der beruflichen Chancen durch die Teilnahme positiv bewertet. Folgende vier Faktoren haben einen positiven Einfluss auf die Bewertung: (1) der individuelle Zuschnitt der Maßnahme auf den Teilnehmer (Passung), (2) das Eingehen auf die Bedürfnisse des Teilnehmers, (3) die Identifikation von Stärken und Schwächen des Teilnehmers sowie (4) die individuelle Förderung des Teilnehmers. Eine Orientierung der Maßnahmen an diesen Faktoren dürfte damit auch einen positiven Effekt auf den Erfolg der Maßnahmen haben.

Die betreuten Wohnstrukturen tragen zu einer Verbesserung der Lebenssituation sowie der Alltagsbewältigung der Bewohner bei. Allerdings müssen Jugendliche teilweise sehr lange Wartezeiten in Kauf nehmen, bevor sie einen freien Platz erhalten. Dies deutet auf den hohen Bedarf an zusätzlichen Wohnstrukturen hin. Ältere Jugendliche in Wohnstrukturen mit mehr individuellen Freiräumen

und mehr Partizipationsmöglichkeiten bewerten den individuellen Nutzen der Angebote höher als junge Jugendliche, die in ihren Wohnstrukturen oft mit einem höheren Maß an Kontrolle und Regeln konfrontiert sind. Insgesamt wäre eine Ausweitung der Beteiligungsmöglichkeiten notwendig um die Entwicklung von Eigenverantwortung und Selbstständigkeit der Bewohner zu stärken und damit die Voraussetzungen für den erfolgreichen Übergang in eigenständiges Wohnen zu verbessern.

Die Angebote zur Förderung bürgerschaftlicher Teilhabe werden fast ausschließlich von Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität genutzt. Dabei kommt diesen Angeboten nicht nur eine wichtige soziale Integrationsfunktion zu, sondern sie tragen auch maßgeblich zur Entwicklung breit gefächerter Kompetenzen (u.a. Verantwortungsübernahme, Weiterentwicklung der Persönlichkeit und zum Teil auch Fachkompetenzen) bei. Vor diesem Hintergrund erscheint eine stärkere Öffnung der Angebote hin zu Jugendlichen mit Migrationshintergrund sowie Jugendlichen mit niedrigen Bildungsqualifikationen von großer Bedeutung.

Neben den positiven Effekten weisen die Ergebnisse also auch auf die Grenzen der Unterstützungsangebote hin. So erweisen sich Maßnahmen für einige Jugendliche als Warteschleife oder Sackgasse und führen nicht zur gewünschten Verbesserung der jeweiligen Situation. Insbesondere stark unterstützungsbedürftige junge Menschen mit multiplen Problemen profitieren nur bedingt vom vorhandenen Maßnahmenangebot, sondern benötigen umfangreichere Unterstützung, die spezifisch auf ihre Bedürfnisse zugeschnitten ist. Notwendig wären hier eine verbesserte Früherkennung und eine stärker sozialpädagogisch ausgerichtete Betreuung, die auch die Familie einbezieht.

Anhang

LITERATURVERZEICHNIS

- Backes, S. (2015). Heterogenität im luxemburgischen Bildungssystem – Schullaufbahnen im Vergleich (Unveröffentlichte Dissertation). Universität Luxemburg, Luxemburg.
- Blanz, B., Remschmidt, H., Schmidt, M. H. & Warnke, A. (2006). Psychische Störungen im Kindes- und Jugendalter: Ein entwicklungspsychopathologisches Lehrbuch. Stuttgart: Schattauer.
- Bronfenbrenner, U. (1981). Die Ökologie der menschlichen Entwicklung. Stuttgart: Klett-Cotta.
- Chambre des Salariés (2014). Die CAE- und CIE-Verträge. Luxemburg.
- De Lanchy, G. & Licheron, J. (2014). Inégalités dans l'accès au logement et problème du „mal-logement“ au Luxembourg. In E. Marlier et al. (Hrsg.), Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg (S. 217-236). Bruxelles: Peter Lang.
- Diefenbach, H. (2009). Die Theorie der Rationalen Wahl oder „Rational Choice“-Theorie (RCT). In D. Brock, M. Junge, H. Diefenbach, R. Keller & D. Villányi (Hrsg.), Soziologische Paradigmen nach Talcott Parsons (S. 239-290). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Dietrich, H. & Abraham, M. (2008). Eintritt in den Arbeitsmarkt. In M. Abraham (Hrsg.), Arbeitsmarktsoziologie (S. 69-98). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Dommermuth, L. (2008). Wege ins Erwachsenenalter in Europa. Italien, Westdeutschland und Schweden im Vergleich. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- du Bois-Reymond, M. (2013). Eltern werden. In W. Schröer, B. Stauber, A. Walther, L. Böhnisch & K. Lenz (Hrsg.), Handbuch Übergänge (S. 311-330). Weinheim und Basel: Beltz Juventa.
- Eurostat (2013a). Anteil der Jugendlichen, die mit ihren Eltern wohnen, nach Geschlecht und Alter [yth_demo_050]. Zugriff auf <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2013b). Gesamtfruchtbarkeitsrate [tsdde220]. Zugriff auf <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2013c). Verteilung der Bevölkerung nach Wohnbesitzverhältnissen, Haushaltstyp und Einkommensgruppe (Quelle: SILC) [ilc_lvho02]. Zugriff auf <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2014). Population on 1 January by five years age group and sex [demo_pjangroup]. Zugriff auf <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (zuletzt abgerufen am 24.11.2015).
- Eurostat (2015a). Demographische Veränderung – absoluter und relativer Bevölkerungsstand auf nationaler Ebene [demo_gind]. Zugriff auf <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).

- Eurostat (2015b). Bevölkerung: Strukturindikatoren [demo_pjanind]. Zugriff auf <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015c). Arbeitslosenquoten nach Geschlecht und Altersgruppe – Jahresdurchschnitte, % [une_rt_a]. Zugriff auf <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Furlong, A. & Cartmel, F. (2007). *Young people and social change: Individualization and risk in late modernity* (2nd edition). Buckingham: Open University Press.
- Georges, N. & Urbé, R. (2012). Subventions au logement: aides aux personnes ou aides à la pierre? In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), *Schwerpunkt: Nachhaltiges Wohnen* (Bd. 2012, S. 101-122). Luxembourg: Caritas.
- Havighurst, R. J. (1972 [1981]). *Developmental tasks and education* (3. Aufl.). New York: Longman.
- Hurrelmann, K. & Quenzel, G. (2012). *Lebensphase Jugend: Eine Einführung in die sozialwissenschaftliche Jugendforschung* (11. Aufl.). Weinheim: Beltz Juventa.
- Hury, J., Peltier, F., Salagean, I., Thill, G. & Zahlen, P. (2015). *Rapport travail et cohésion sociale* (Bd. 120). Luxembourg.
- Kohli, M. (1985). Die Institutionalisierung des Lebenslaufs. Historische Befunde und theoretische Argumente. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 37, S. 1-29.
- Konietzka, D. (2010). *Zeiten des Übergangs: Sozialer Wandel des Übergangs in das Erwachsenenalter*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften/GWV Fachverlage.
- Meyers, C. & Willems, H. (2008). *Die Jugend der Stadt Luxemburg: Das Portrait einer multikulturellen und heterogenen Jugendgeneration, ihrer Wertorientierungen und Freizeitmuster*. Esch/Alzette: Éditions PHI and CESIJE and Université du Luxembourg.
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) & Université du Luxembourg (UL) (2015). *Bildungsbericht Luxemburg 2015: Band 1: Sonderausgabe der Chiffres Clés de l'Éducation nationale 2013/2014*.
- Oerter, R. & Dreher, E. (2008). Jugendalter. In R. Oerter & L. Montada (Hrsg.), *Entwicklungspsychologie* (Bd. 6., vollständig überarbeitete Auflage, S. S. 271-332). Weinheim: Beltz.
- Pittini, A. & Laino, E. (2011). *Housing Europe Review 2012: The nuts and bolts of European social housing systems*. Brussels.
- Reinders, H. & Butz, P. (2001). Entwicklungswege Jugendlicher zwischen Transition und Moratorium. *Zeitschrift für Pädagogik*, 47 (6), S. 913-928.
- Reinders, H. & Wild, E. (Hrsg.) (2003). *Jugendzeit – Time Out? Zur Ausgestaltung des Jugendalters als Moratorium*. Opladen: Leske + Budrich.
- Statec (2014). *Naissances vivantes selon la situation du couple et l'âge de la mère 1950 - 2014*. Zugriff auf www.statistiques.public.lu (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Statec (2015). *Population par nationalités détaillées 2011 - 2015*. Zugriff auf www.statistiques.public.lu (zuletzt abgerufen am 12.08.2015).
- Thill, G., Peltier, F. & Heinz, A. (2013). *Ménages et types de familles. Recensement de la population 2011 – Premiers résultats* (15).
- Thomson, R., Bell, R., Holland, J., Henderson, S., McGrellis, S. & Sharpe, S. (2002). Critical Moments: Choice, Chance and Opportunity in Young People's Narratives of Transition. *Sociology*, 36 (2), 335-354.
- Verba, S., Schlozman, K. L. & Brady, H. E. (1995). *Voice and equality: Civic voluntarism in American politics*. Cambridge and Mass.: Harvard University Press.

- Walther, A. (2006). Regimes of youth transitions: Choice, flexibility and security in young people's experiences across different European contexts. *Young*, 14 (2), 119-139.
- Walther, A. & Stauber, B. (2013). Übergänge im Lebenslauf. In W. Schröer, B. Stauber, A. Walther, L. Böhnisch & K. Lenz (Hrsg.), *Handbuch Übergänge* (S. 23-43). Weinheim und Basel: Beltz Juventa.
- Willems, H., Heinen, A., Meyers, C., Biewers, S., Legille, S., Milmeister, P., Residori, C., Roob, C. (2010). Zentrale Aspekte zur aktuellen Lebenssituation der Jugendlichen in Luxemburg. In Ministère de la Famille et de l'Intégration, Luxembourg (Hrsg.), *Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg* (S. 1-377). Luxembourg: Ministère de la Famille et de l'Intégration.
- Zinnecker, J. (1991). Jugend als Bildungsmoratorium: Zur Theorie des Wandels der Jugendphase in west- und osteuropäischen Gesellschaften. In W. Melzer, W. Heitmeyer, L. Liegle & J. Zinnecker (Hrsg.), *Osteuropäische Jugend im Wandel* (S. 9-24). Weinheim: Juventa.

VERWENDETE DATENSÄTZE

- Arbeitskräfteerhebung 2014: European Union Labour Force Survey (EU-LFS). Haushaltsbefragung in 33 europäischen Ländern.
- Eurobarometer 81.5, 2014: Social Climate and Innovation in Science and Technology. Survey der Europäischen Kommission.
- Eurobarometer 319a, 2011: Youth on the move. Survey der Europäischen Kommission.
- EU-SILC 2013: EU Statistics on Income and Living Conditions. Survey über die Lebensbedingungen von Privathaushalten in der Europäischen Union.
- EQLS 2011: European Quality of Life Survey. Europäische Erhebung zur Lebensqualität in 34 europäischen Ländern im Auftrag der European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions (Eurofound).
- Zensus 2011: Volkszählung der Bevölkerung in Luxemburg 2011 (recensement de la population), durchgeführt vom Institut national de la statistique et des études économiques (Statec).

ABBILDUNGS- UND TABELLENVERZEICHNIS

Abbildungsverzeichnis

Abbildung 1:	Alterspyramide der luxemburgischen Bevölkerung (2015) und der Bevölkerung der EU-28-Länder (2014)	25
Abbildung 2:	Armutgefährdungsquote und subjektiv schwierige finanzielle Situation nach Altersgruppe, 2013	27
Abbildung 3:	Verhältnis von Jugendarbeitslosigkeit und Arbeitslosigkeit in ausgewählten europäischen Ländern, 2014.	29
Abbildung 4:	Höchster Bildungsabschluss von 25- bis 34-Jährigen nach Nationalität, 2011	34
Abbildung 5:	Subjektiv empfundener Nutzen von Maßnahmen.	36
Abbildung 6:	Anteil verheirateter Personen nach Alter für 1981, 1991, 2001, 2011	38
Abbildung 7:	Wohnstatus nach Alter 2013	41
Abbildung 8:	Einschätzung der Lernfortschritte in Wohnstrukturen.	42
Abbildung 9:	Modell der bürgerschaftlichen Teilhabe und des bürgerschaftlichen Engagements nach Mikro-, Meso- und Makro-Ebene	43
Abbildung 10:	Teilnahme an Vereinsaktivitäten und gesellschaftliches Engagement nach Altersgruppen in Luxemburg	44

Tabellenverzeichnis

Tabelle 1:	Nationalitätenstruktur der 15- bis 34-Jährigen und der Gesamtbevölkerung, 2011	26
Tabelle 2:	Übersicht Typologie von Transitionsverläufen und Bewältigungsmustern	32

In der vorliegenden Kurzfassung sind die zentralen Ergebnisse des „Nationalen Berichtes zur Situation der Jugend in Luxemburg 2015 - Übergänge vom Jugend- ins Erwachsenenalter“ zusammengefasst dargestellt.

Der Bericht hat seine gesetzliche Basis im Artikel 15 (1) des Jugendgesetzes vom 4. Juli 2008, wonach der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jugendpolitik gehört, der Abgeordnetenversammlung alle fünf Jahre einen Bericht vorlegt. Nach dem ersten Bericht im Jahr 2010, der als Gesamtbericht verschiedene Themen behandelte, fokussiert der vorliegende zweite Bericht ein spezifisches Thema: die Übergänge vom Jugend- ins Erwachsenenalter. Der Bericht umfasst zwei Teile: eine wissenschaftliche Analyse und Beschreibung, die von der Abteilung Jugendforschung der Forschungseinheit INSIDE (Integrative Research Unit on Social and Individual Development) an der Universität Luxemburg erstellt wurde sowie eine Stellungnahme der Regierung, welche die zukünftigen Schwerpunkte der luxemburgischen Jugendpolitik darlegt. Der Jugendbericht stellt demnach eine wichtige wissenschaftliche Basis für die Weiterentwicklung der Jugendpolitik der luxemburgischen Regierung dar, die in einem nationalen Jugendpakt zusammengefasst wird.

Die vorliegende Kurzfassung gibt einen Überblick über die zentralen Ergebnisse in den drei Übergangsbereichen: (1) dem Übergang vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt, (2) den „privaten Übergängen“ (Partnerschaft, Wohnen, Familiengründung) und (3) der Übernahme einer Rolle als aktiver, sozial und politisch engagierter Bürger („bürgerschaftliche Teilhabe“). Sie richtet sich an alle Leserinnen und Leser, die an einem kompakten Überblick zur aktuellen Situation der Jugend in Luxemburg und deren Übergängen ins Erwachsenenalter interessiert sind.

Le présent résumé reprend les principaux résultats du «Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg – Les transitions de l'adolescence vers l'âge adulte».

Ce rapport tire son fondement légal de l'article 15 (1) de la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008, selon lequel le ministre ayant dans ses attributions la jeunesse adresse tous les cinq ans un rapport à la Chambre des Députés. A la différence du premier rapport national de l'année 2010, qui abordait diverses thématiques relatives à la jeunesse, la présente publication traite d'un sujet spécifique, à savoir les transitions de l'adolescence vers l'âge adulte. Le rapport comprend deux parties : une description et une analyse scientifique réalisées par l'équipe «youth research» de l'unité de recherche INSIDE (Integrative Research Unit on Social and Individual Development) de l'Université du Luxembourg et une prise de position du gouvernement y afférente, définissant les priorités futures de la politique luxembourgeoise de la jeunesse. Cette publication constitue donc une base scientifique pour le développement de la politique de la jeunesse du gouvernement luxembourgeois, politique qui se traduira par la mise en œuvre de mesures dans le cadre du pacte national pour la jeunesse.

Le présent résumé donne un aperçu global des principaux résultats dans les trois domaines de transition que sont : (1) la transition entre le système éducatif et le marché du travail, (2) les transitions dans le cadre de la vie privée (couple, logement, fondation d'une famille) et (3) la transition vers un rôle de citoyen actif engagé tant socialement que politiquement. Il s'adresse à tous les lecteurs désirant avoir une vision synthétique sur la situation de la jeunesse au Luxembourg et de ses transitions vers l'âge adulte.